communiqués

• PARIS
Le groupe des Hooligans internationaux vient de se constituer sur Paris et se propose d'intervenir dans le champs de l'art. Pour tout contact, écrire aux relations Intérieures qui transmettront.

• RAMBOUILLET
Le groupe Emile-Pouget tient une vente du *Monde libertaire* et une table de presse tous les dimanches matin au marché des Ulis.

• PARIS
Le groupe Eugène-Varlin tient ses permanences au cours de ses ventes du M.L. le vendredi de 19 h à 20 h au métro Saint-Michel et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30 au métro Convention.

• NICE
Le groupe de Nice vend le *Monde libertaire* tous les samedis, de 14 h à 16 h, devant Nice-Etoile, avenue Jean-Médecin à Nice.
Le groupe de Nice a fondé une association type loi 1901, qui s'appelle : Association pour le développement des idées anarchistes (A.D.I.A.) Pour tous contacts et renseignements, écrire à A.D.I.A. c/o librairie Le temps de vivre, 50, boulevard de la Madeleine, 06100 Nice.
A travers cette association, le groupe de Nice sera présent sur les onde de Radio-Réflexe tous les jeudis de 20 h à 21 h, à partir du jeudi 11 octobre 84, sur 94,10 MHz. Contact : A.D.I.A. c/o Radio-Reflexe, B.P. 75, 06322 Cannes-la-Bocca cedex. Radio-Réflexe diffuse sur tout le département des Alpes-Maritimes, sauf le Comté de Nice.
Programme de l'A.D.I.A. : jeudi 18 octobre, « Objection, mode d'emploi », fiches de lecture, annonces ; jeudi 23 octobre, Rencontre internationale Venise-84.

• ROCHEFORT
Le groupe Michel-Bakounine tient une permanence tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30 à Rochefort (Charentes-Maritimes), à la Maison des syndicats, rue de la Touche-Treville, salle n°3, 2e étage.

• TARN
La liaison F.A. du Tarn invite les anarchistes intéressés à prendre contact avec elle. Ecrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• ANGERS
Le groupe Elisée-Reclus anime un vendredi sur deux une émission, de 18 h à 19 h, sur la radio angevine Gribouille, 95,15 MHz, intitulée « Aujourd'hui l'anarchisme ». Les deux prochaines dates à retenir sont les 2 et 16 novembre.

• LE PUY
Nous informons les compagnons libertaires de la constitution d'un groupe anarchiste sur la Haute-Loire. Nous invitons les sympathisants à participer à nos activités : réunions publiques, conférences, édition d'un journal libertaire régional pour début 85, animations culturelles, propagande.
Pour nous joindre, contacter les Relations intérieures ou pendant nos permanences : tous les samedis de 11 h à 12 h, « Le Palais », place du Breuil, Le Puy.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....
N° ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
A partir du n° ..... (inclus) Pays .....
Abonnement ◯ Réabonnement ◯ Abonnement de soutien ◯
Chèque postal ◯ Chèque bancaire ◯ Mandat-lettre ◯ Règlement (à joindre au bulletin)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :
le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

débats

• MOULINS
Le groupe libertaire de Moulins organise le 6 novembre, à 20 h 30, au château de Panloup, à Yzeure, une conférence-débat sur « La révolution russe » animée par A. Skirda ; en première partie, projection de la vidéocassette sur Marcel Body et ses souvenirs de Russie entre 1917 et 1927.
Les jours suivants, Alexandre Skirda fera des conférences dans toute la région : Clermont-Ferrand, Le Puy, Saint-Etienne.

• BESANÇON
Le groupe de Besançon organise une réunion-débat antiraciste le vendredi 9 novembre, à 20 h 30, salle Battant, Besançon. Et le lundi 12 novembre, autre réunion-débat, avec Murray Bookchin sur l'écologie sociale, à 20 h 30, salle Proudhon, à Besançon.

• BORDEAUX
Dans le cadre de l'initiative prise par le collectif Convergence 84, le groupe Durruti organise un débat, le vendredi 9 novembre, à 21 h, 7, rue du Muguet, sur le thème « La riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• RENNES
Le groupe de Rennes organise le jeudi 8 novembre une réunion-débat anti-raciste au « Carrefour 18 », 7, rue d'Espagne, à 20 h 30, à Rennes.

• PARIS
Au programme de la 3e Rencontre libertaire du XIe :
+ meeting-débat : « Antimilitarisme 84 » à propos des ordonnances de 1959 (U.P.F.), des accords armée-éducation (Gr. du XIe), de l'objection de conscience (P. Martial, auteur du livre *Objection, mode d'emploi*) ; et « Une fréquence pour Radio-Libertaire ».
+ stands : librairie du M.L., l'U.P.F., les éditions Avis de recherche, « B.D. et antimilitarisme » par l'équipe de « By Jove ».
+ permanence antimilitariste : Pierre Martial répondra à toutes vos questions pratiques, juridiques, concernant l'objection et le refus du service national.
+ spectacle : Michel Murty présentera ses nouvelles chansons.
Tout cela sera organisé par le groupe libertaire du XIe le dimanche 18 novembre, à partir de 14 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris (métro : Alexandre-Dumas ou Charonne).

communiqués

• BESANÇON
Bernard Lavilliers chantera pour le gala du groupe de Besançon le 6 novembre 1984 à 21 h au Palais des sports.

• RECHERCHE
Pour réaliser une étude, en vue de la publication d'une brochure, concernant l'activité des anarchistes français pendant la Seconde Guerre mondiale, je recherche tout document (prêt ou don) et témoignage qui pourraient être apportés par des militants libertaires sur la période de 1938 à 1945.
Après utilisation, tout document recueilli sera confié pour conservation au secrétariat Histoire et Edition de la Fédération anarchiste. Pour tout contact : Pascal Bedos, sec. Histoire, c/o Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

liste des permanences des groupes f.a.

• RÉGION PARISIENNE :
PARIS :
Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris Ier : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1er lundi du mois.
Groupe « Varlin », Paris 15e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h, au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30, au métro Convention.
Groupe « Louise-Michel », Paris 18e : permanence le vendredi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.
Groupe « Voline », Paris 20e : permanence le jeudi à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.
BANLIEUE :
• SEINE-ET-MARNE :
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches, de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
• HAUTS-DE-SEINE :
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedis de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. 668.48.58.
• VAL-D'OISE :
Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2e et 4e samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

éditions

• AGENDA
Le voilà enfin ! Le premier agenda du *Monde libertaire* est en vente à la librairie du M.L. pour le prix de 50 F (prix de soutien : 70 F).
Vous y trouverez : d'utiles adresses, des repères historiques, des conseils bibliographiques, des dessins inédits de Carali, Hugot, Pichon, Edika...
Adressez vos commandes à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, en joignant un chèque à l'ordre de « Publico ».

• PROMOTION
Jusqu'à la fin du mois de janvier 1985, les Editions du Monde libertaire vous proposent à prix réduits les livres dont elle dispose en stock actuellement : *La Pilule ou la bombe* de Maurice Laisant ; *La conquête du pain* de P. Kropotkine ; *L'Anarchie et la société moderne* de M. Joyeux ; *De la capacité politique des classes ouvrières* (tome 1 et 2) de P.-J. Proudhon. Les *5 volumes : 130 F, 4 : 110 F, 3 : 90 F, 2 : 65 F, 1 : 35 F. Vous pouvez achetez ces livres à la librairie du Mon*de libertaire (chèque à libeller à l'ordre de « Publico ». En profitant de ces « affaires », vous aiderez les Editions du Monde libertaire à éditer plus rapidement de nouveaux titres et donc également à diffuser encore et toujours plus l'anarchisme.

• AFFICHE
Une affiche (96x65) de Radio-Libertaire est disponible à la librairie du Monde libertaire : 0,50 F l'unité à partir de 10 exemplaires et 5 F l'unité.

• « INFOS ET ANALYSES LIBERTAIRES »
Les groupes de Béziers et de Perpignan viennent de faire paraître le n°14 d'*Infos et analyses libertaires*. Au sommaire : Dossier lutte Bella, P.C. : en route vers les 5%, Poubelle nucléaire à Lodève, Formation professionnelle, Antimilitarisme, Béziers : la mairie coupe les vivres aux associations, Espagne 37, etc.
On peut s'abonner : 5 numéros, 25 F et 50 F (en soutien) plus 15 F de frais d'envoi. Chèques à l'ordre de C.E.S. et à envoyer à B.P. 233, 66002 Perpignan cedex.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes — **PAGE 3** : Editorial, Répression en Afrique du Sud — **PAGE 4** : Grève des fonctionnaires, Barrage à Revin, En Bref — **PAGE 5** : Nettoyeurs du métro en lutte, Ecole et entreprise, Télévision — **PAGE 6 ET 7** : Racisme et génétique — **PAGE 8** : Turquie, R.F.A., Pays-Bas, Grèce — **PAGE 9** : Informations internationales — **PAGE 10** : P.-J. Proudhon — **PAGE 11** : B.D., Radio-Libertaire — **PAGE 12** : Le capitalisme à bout de souffle.

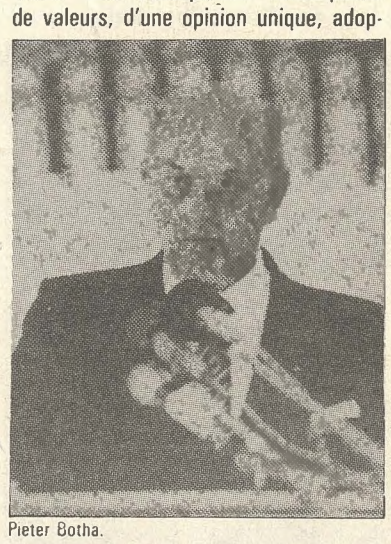
AU PAYS DU NATIONAL-CHRISTIANISME

« AUCUNE considération éthique telle que les droits de l'homme ne sera autorisée à barrer la route à la population blanche. » Cette déclaration, déjà reprise, de Thomas Barnes, citoyen sud-africain d'origine anglaise achève véritablement les doutes qui seraient émis, çà et là, sur le caractère ultra raciste de l'Afrique du Sud.

Dans la série des citations édifiantes, celle de Voster, ex-premier ministre et ex-président de la République en 1979 : « Nous avons pour doctrine le National-Christianisme, qui est un allié du Nazisme. On peut appeler le principe anti-démocratique une dictature, si l'on veut. En Italie, ça s'appelle le fascisme, en Allemagne le national-socialisme, et en Afrique du Sud le national-christianisme ».

Ce principe, comme il le dit sans retenue, c'est bien celui du racisme comme idéologie fondant et assurant l'existence d'une société. Au nom de cette valeur, les Boers, les Afrikaners puis les blancs ont amené et ramènent encore l'exploitation de l'homme par l'homme à une dimension proche du génocide. L'extermination des Indiens d'Amérique du Nord, des aborigènes d'Australie, les exactions des Espagnols envers les peuples indigènes d'Amérique latine et les conditions de survie, l'on n'ose dire de vie, qui leurs sont proposées sont dans l'histoire des XIXe et XXe siècle, les « manifestations visibles » du caractère inhumain des impérialismes, et dans l'atrocité, rejoignent la colonisation puis l'administration des terres, des peuples de l'Afrique australe.

Impérialismes impliquant nécessairement capitalismes. Le phénomène de surracumulation du capital aux XIXe et XXe siècle, mettant en péril l'ordre bourgeois d'alors, ne laissa comme alternative aux détenteurs de capitaux « superflus » que celle-ci : l'écroulement de la société ou de nouveaux marchés. L'Afrique du Sud fut le terrain privilégié de l'expansion européenne. L'esclavage et son corrollaire, la ségrégation raciale installa ce pays au premier rang des nations industrialisées. Par delà les aspects ségrégationistes, spécifiquement raciaux comme les déplacements forcés de populations noires entières vers des réserves — appelées bantoustans —, les discriminations quotidiennes, l'apartheid est avant tout l'adéquation remarquable de valeurs, d'une opinion unique, adoptée par tous, en tout cas une majorité de gens (et devenant ainsi une idéologie) aux intérêts d'une classe. Gagnant ainsi l'appui de l'Etat, le racisme, l'apartheid demeurent la principale arme idéologique, le ciment, pour l'instant solide, de la somme des intérêts particuliers. L'apartheid reste un système d'exploitation économique.


Pieter Botha.

Révoltes/Répression

Les émeutes qui ont troublé l'ordre public lors du mois de septembre dernier sont nées de divers mouvements de protestations. Le boycott des cours, les occupations de locaux scolaires par des dizaines d'élèves noirs ont, semble-t-il, largement préoccupés les autorités de Prétoria. Celles-ci ont accepté tout de même la suppression de l'âge limite mais ne cèdent en rien sur la demande d'abolition des punitions corporelles.

Le projet de pseudo-démocratisation de la vie politique, bébé de Piether Botha, destiné à rassurer l'opinion publique, qu'elle soit nationale ou internationale, sur la volonté du gouvernement d'œuvrer de manière positive dans le sens d'une plus grande participation de la population aux affaires publiques est tombé à l'eau. Il s'est noyé et c'est tant mieux. Les métis — « coloured » — et les indiens — «asians » — étaient conviés à l'élection de leurs représentants dans une structure tricamérale. Un parlement à trois chambres pour donner l'illusion aux non-blancs d'une possibilité de se faire entendre. Les noirs, au nombre de 24,7 millions, n'étaient pas invités. La campagne de boycott menée par l'U.D.F. (United Democratic Front) et son leader, Allan Boesak, a été pour le moins efficace. Seulement 30% des métis et 20% d'indiens ont participé à cette farce.

Les difficultés économiques enfin ont joué leur rôle dans les révoltes. Les augmentations de loyers, de la taxe générale sur les produits ont provoqué les réactions que l'on sait, pour finir à l'occupation de l'armée sud-africaine des principaux ghettos noirs du Transvaal-Sebokeng, Sharpeville et Boipatong. On a même vu apparaître le port de l'« étoile » — orange celle-ci — pour des personnes, préalablement fouillées, interrogées, contrôlées. Voster ne mentait pas. Raison de plus pour souhaiter au gouvernement d'apartheid la fin du Troisième Reich, et à Botha, celle qu'a connu Mussolini. La ressemblance des trois régimes ne sera plus une vue de l'esprit...

Hervé
Gr. Paris XIVe

Editorial

TOLLÉ général dans l'opposition à l'annonce de la participation de Claude Cheysson à la fête nationale algérienne, commémorant le trentième anniversaire du soulèvement nationaliste contre le colonialisme français, le 1er novembre 1954.

De Pasqua à Bigeard, de Giscard à Le Pen, on hurle au scandale, au « crime contre la mémoire des Français assassinés ce jour-là ». Le concert des protestations est unanime. Certains députés socialistes se sont également désolidarisés de cette initiative afin de ne pas perdre l'électorat « pied-noir » de leur circonscription.

Le gouvernement, de son côté, nous joue la comédie de la réconciliation entre deux nations meurtries, de l'espoir, etc. Pourtant, l'homme du « pas de négociation avec le F.L.N., la guerre ! », qui fut ministre de l'Intérieur du gouvernement socialiste de Mendès-France, n'est-ce pas un certain François Mitterrand.

Que l'Etat français et l'Etat algérien soient réconciliés depuis longtemps n'est un secret pour personne. Les Etats finissent toujours par s'arranger sur le dos des peuples ! La guerre d'Algérie n'est plus un tabou... La preuve : les anciens putchistes de l'O.A.S. ont été réhabilités par le pouvoir socialiste ! On en cause même aux « Dossiers de l'écran ».

Dans cet esprit, un policier a célébré, avec un peu d'avance, la sanglante journée du 17 octobre 1961, où des centaines d'Algériens, qui manifestaient pacifiquement contre le couvre-feu qui leur était imposé, furent assassinés par la police française ; les C.R.S. se livrèrent à une véritable boucherie, des cadavres furent repêchés dans la Seine par dizaines... Ça, on n'en parle pas encore... c'est trop « frais » ! Le 16 octobre 1984, un jeune Algérien, Salim Bazari, est tombé sous les balles policières, rue Ordener, dans le XVIIIe arrondissement, à Paris. « Bavure » ou commémoration involontaire ?

La joie après le succès du boycott.

AFRIQUE DU SUD : L'ARMÉE AU SECOURS DE L'APARTHEID

SI le nouveau président d'Afrique du Sud, M. Pieter Botha, ambitionne de marquer sa suprématie en Afrique de par la puissance économique et militaire de son pays, il semble néanmoins avoir fort à faire à l'intérieur de ses propres frontières.

Ce ne sont pas les « succès diplomatiques obtenus » — la population se sentant plutôt peu concernée — qui parviennent à faire oublier l'aggravation de la crise économique, l'enlisement militaire en Namibie, les conséquences néfastes de la sécheresse aggravées par la nature du système, et surtout la persistance de la politique d'apartheid. En ce qui concerne cette dernière, ce n'est sûrement pas la réforme constitutionnelle consacrée par les élections du mois d'août qui a pu arranger les choses, bien au contraire.

En effet, la tentative du gouvernement d'associer les minorités indienne et métisse au nouveau parlement s'est révélée être un mauvais calcul. Les trois quarts des membres de ces deux communautés n'ont pas été dupes et se sont abstenus. Quant à la majorité noire, on ne lui a même pas demandé son avis. Succès donc, de la campagne d'abstention menée les semaines précédentes par les organisations luttant contre l'apartheid.

Bien sûr, le nouveau gouvernement comprend un métis et un indien. Mais ils n'ont en fait pas de portefeuille ministériel. Le chef de l'Etat — blanc, bien sûr — affirme ne pas trouver « un métis ou un asiatique capable de gérer un portefeuille traitant d'affaires d'intérêt général ». Alors un noir, vous comprenez mon bon monsieur !...

Comment s'étonner dans ces conditions que l'Afrique du Sud ai connu durant ces trois derniers mois, des émeutes comme on n'en avait plus vu depuis les événements de Soweto en 1976. Ce vent de contestation s'est traduit dans les lycées noirs et certaines universités par le boycottage des cours. Partie des établissements secondaires de quelques « township » (1), la révolte scolaire s'est étendue à d'autres cités noires dans le Transvaal et la région du Cap, sur des thèmes comme l'abolition des châtiments corporels, la suppression des limites d'âge (2), la mauvaise qualité de l'éducation (dans les classes noires) et pour s'associer, bien sûr, au mouvement de boycott des élections. Sans compter que dans ces ghettos les mesures de hausse des loyers et de certains produits de consommation a mis le feu aux poudres.

Il s'agit donc d'un mouvement général qui fait très peur aux autorités en place. Et comme chacun le sait, le dernier rempart du pouvoir étant l'armée, M. Louis Le Grange, ministre de la Loi et de l'Ordre, a mobilisé la bagatelle de sept mille soldats pour une vaste opération de « nettoyage » et de « rétablissement de l'ordre ». La cité de Sebokeng, considérée comme « zone sensible » a été la première à en faire les frais.

Dans la journée du 23 octobre, 15 000 habitations ont été visitées, les personnes dûment contrôlées devant porter un badge orange avec l'inscription : « A été recherché et vérifié ». Nombre de personnes se sont vues arrêtées pour des motifs aussi divers que la détention de matériel pornographique, la possession d'armes ou encore le recel de documents illégaux (!). Le ministre des « Hautes Oeuvres » s'est tout de même excusé auprès des employeurs d'une main d'œuvre qui n'a pu ce jour, remplir de façon normale ses obligations ! Quant aux élèves récalcitrants, on leur a fortement conseillé de reprendre leurs cours.

Au cours de l'après-midi, même scénario dans deux autres « townships » du triangle du Vaal : Sharpville et Boipatong. L'armée étant mobilisée, autant en profiter ! Bilan : 359 arrestations. Parallèlement à cela, des tracts et autocollants furent distribués pour convaincre la population que tout ceci n'était réalisé que pour son bien-être.

Voila donc, en ce qui concerne la « sérénité » d'un pouvoir très discret sur l'attribution du prix Nobel de la paix à un de ses opposants, l'évêque Desmond Tutu, fait passé pourtant pas tout à fait inaperçu — c'est le moins que l'on puisse dire — auprès de la population non blanche.

Petit détail : dans le nouveau bugdget récemment voté la part attribuée à la défense a augmenté de 21,4%, celle de la police de 41,1%, celle de la justice de 33,9% et celle des prisons de 31,8%. C'est, je crois, ce qu'on appelle se donner les moyens de sa politique ! Ainsi, la mention spéciale attribuée à ce régime par Amnesty International, dans son dernier rapport annuel (3), semble plus que justifiée. Triste médaille portée par tous les Etats dits forts.

Pierre-Yves
Gr. Pierre-Besnard

(1) Cités dortoirs noires.
(2) Il s'agit en fait d'une mesure discriminatoire envers une jeune population noire défavorisée.
(3) Ce rapport vient juste de paraître.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

POUVOIR D'ACHAT : IL FAUT CONTINUER !

LA convergence d'action des fédérations syndicales de la Fonction publique n'a pas créé le mouvement unitaire que beaucoup attendaient. Personne ne pourra, sauf à se montrer suicidaire, faire l'économie d'une réflexion en profondeur sur les causes de cette trop faible mobilisation.

Demi-succès ou demi-échec ?

Dans le *Monde libertaire* du 18 octobre, nous exprimions déjà nos doutes sur le succès que pouvait rencontrer une telle journée d'action où le semblant d'unité ne suffisait pas à masquer les orientations divergentes des syndicats sur cette question du pouvoir d'achat. C'est bien en fait ce qui s'est produit : les salariés de la Fonction publique n'ont pas reçu le message si l'on en juge par les résultats chiffrés de la grève.

Il faut quand même relever que là où les appels à la grève ont été les plus fermes et les plus largement unitaires, comme aux P.T.T., les résultats ont été un peu meilleurs que le 8 mars, mais sans plus.

La manifestation parisienne a pourtant dépassé en ampleur — et c'est incontestable, quels que soient les chiffres retenus — ce qu'on avait vu depuis bien longtemps. La C.F.D.T. avait en particulier multiplié le nombre de ses manifestants par rapport au 8 mars, mais la F.E.N. semblait avoir rencontré de sérieuses difficultés à mobiliser.

Au total, si on ne peut pas appeler cela un échec, cette grève du 25 octobre fut loin d'être le succès escompté, pas assez en tout cas pour que les organisations syndicales puissent se permettre de récidiver de sitôt.

Combattre le sentiment de culpabilisation

Il n'y a plus grand-monde, même dans le contexte anti-fonctionnaires actuel, pour prétexter sérieusement que ceux-ci sont des nantis quant aux salaires qu'ils perçoivent. Mais au moment où l'on crée, dans l'indifférence quasi générale, ces fameux T.U.C. (travaux d'utilité collective) qui seront des « sous-emplois » rétribués en-dessous du S.M.I.C., toucher 4 000 F par mois devient pour certains intellectuels — qui touchent beaucoup, rassurez-vous — un véritable privilège. Ce n'est donc pas tant le salaire qui est considéré comme un privilège en raison de son niveau, mais le seul fait d'avoir un emploi.

Le gouvernement qui se montre si empressé à parler des salaires en masse et non plus en niveau, fait preuve de quelques réticences à publier les taux des primes occultes qui existent dans la Fonction publique : enveloppes mensuelles non soumises à l'impôt, avantages en nature, remises au titre de l'intéressement réservées aux hauts fonctionnaires, etc. Interrogé sur cette question, au soir de la grève, Le Garrec avouait d'ailleurs son intention de publier... partiellement le dossier sur les primes, en prenant le soin de prévenir que certains pourraient être surpris. En d'autres termes, ce n'est pas sur les primes occultes et opulentes des hauts fonctionnaires que l'on va mettre l'accent, mais sur celles, plus modestes, qui touchent des tranches de personnel plus larges. Histoire de renforcer un peu plus la culpabilisation des fonctionnaires.

A.F.P.

Manifestation des fonctionnaires le 25/10/84 à Paris.

Et maintenant ?

Les syndicats ne peuvent pas lancer de nouvelles actions sans penser sérieusement à apporter quelques aménagements à leur tactique.

En premier lieu, la preuve est faite que, sans un minimum d'accord sur les objectifs revendicatifs, la convergence d'action ne peut pas avoir les effets d'une réelle unité syndicale. Mais on ne peut pas facilement envisager qu'une quelconque des organisations syndicales renonce à ses mots d'ordre dans le seul but de réussir un mouvement qui se développerait alors sur des bases qui ne seraient pas les siennes. Sans compter qu'aucun accord incluant le secteur de l'Education nationale ne peut se faire avant que ne soit passées les élections du 3 décembre prochain.

Pour réussir enfin, les syndicats doivent mesurer l'ampleur de la culpabilisation des agents de l'Etat, et surtout des basses catégories, ce qui n'est pas le moindre paradoxe. En agissant pour que toute la vérité soit faite sur les primes occultes, ils pourront peut-être trouver un point d'appui en ce sens.

Quant au problème de l'indexation des salaires sur l'inflation, certains syndicats feraient bien de se demander qui ils favorisent en demandant le maintien du pouvoir d'achat pour tous, y compris par conséquent pour les hauts fonctionnaires qui sont à la Fonction publique ce que les P.D.G. sont au privé : des patrons et des profiteurs qui n'osent pas dire leur nom. Leurs mots d'ordre gagneraient certainement en crédibilité et seraient moins exposés aux critiques de tous bords sur le thème de la solidarité, si leurs revendications posaient le problème de la diminution de l'écart hiérarchique entre les salaires, sans pour autant bien sûr suivre la C.F.D.T. qui se contente de défendre le S.M.I.C. et à peine plus.

Et il faut aussi expliquer aux salariés du privé : la compression des salaires des fonctionnaires trouvera son prolongement certain grâce au zèle du C.N.P.F. Si l'on n'y prend garde, c'est le S.M.I.C. qui à son tour risque de disparaître ; c'est le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs qui est déjà affecté par la politique gouvernementale. La mobilisation sociale est à l'ordre du jour, alors allons-y !

A.S.

SI LA « VIE OUVRIÈRE » M'ÉTAIT CONTÉE...

« C'est une pièce anar, et je m'y connais. Il n'est pas question d'accepter ça ! » Ainsi s'exprimait en 49 Gaston Mommousseau au sujet de *Ils attendent Letty*, de Clément Harari, qui devait être présentée à l'occasion du 40e anniversaire de la *Vie ouvrière*.

Celui qui, succédant à Pierre Monatte, fut directeur de l'hebdomadaire de la C.G.T. de 1922 à 1960 sera le prototype de ces militants libertaires qui, aveuglés par la Révolution russe, livrèrent la C.G.T. au Parti communiste. Mais ceci est une autre histoire qui nécessite pour être exposée plus qu'un article...

Dans le numéro de la *Vie ouvrière* consacré aux 75 ans de cette publication syndicale, on y retrace la vie des différents directeurs de publication de la *V.O.* et on ébauche à grands traits l'histoire du mouvement ouvrier français du début de ce siècle. L'anarcho-syndicalisme est souvent cité dans les textes officiels de la C.G.T., soit pour en dénoncer les « excès », soit pour balayer les poussées d'anti-parlementarisme qui naissent dans les rangs confédéraux. Une autre variante est de dire que l'anarcho-syndicalisme n'a existé que dans des syndicats minoritaires où l'on se complaisait à n'être que peu nombreux. Tout ça, bien sûr, en opposition avec un syndicalisme « de classe et de masse » qui aura compris le rôle d'avant-garde du parti politique.

Les historiens de tous bords limitent l'anarcho-syndicalisme français à une pratique minoritaire, ce qui expliquerait, selon eux, son déclin. Nous les renvoyons tous à une excellente brochure *L'Influence anarcho-syndicaliste dans la C.G.T. 1902-1923*, éditée par le groupe Louis-Bertho-Lepetit de la Fédération anarchiste (1). Ils y verront que les anarcho-syndicalistes n'étaient nullement concentrés dans quelques métiers appelés à disparaître ! De toute façon, les dirigeants actuels de la C.G.T. n'ont pas de leçons à donner au regard de la chute des adhérents...

Thierry
Gr. Pierre-Besnard

(1) En vente bien sûr à la librairie du Monde libertaire.

en bref...en bref...

• Le Centre de documentation Max-Nettlau organise un débat, vendredi 9 novembre, à 20 h : « Conseillisme et idées libertaires », au 15, rue Gracieuse, 75005 Paris (métro : Place-Monge).

• Vient de paraître : *Dix ans d'objection en monde rural.* Ce livre concerne le vécu d'un groupe antimilitariste de la Loire et du Rhône depuis 1973.

• Bernard Jaudon, objecteur, insoumis au service civil, condamné à 6 mois de prison ferme, a vu cette peine confirmée par la cour de cassation. En tant qu'instituteur, il risque d'être radié de l'Education nationale. Bernard et le collectif qui le soutient tentent un recours en grâce auprès du ministre de la Justice. Pour tout renseignement : Comité de soutien à B. Jaudon, c/o Catherine Cautier, « Le vieux château », 71690 Marigny-Mont-Saint-Vincent.

Soutenez *Le Monde Libertaire*

REVIN : ON NE PASSE PLUS !

APRÈS la Chiers-Vireux (voir *Le Monde libertaire* n°543 et 544), c'est au tour de Révin, dans les Ardennes, de passer à l'action directe. Le mardi 16 octobre, sept barrages ont été édifiés par les travailleurs de l'usine Arthur-Martin, paralysant totalement la ville. Après un meeting, la grève était décidée.

A Révin, l'usine Arthur-Martin, filiale actuelle d'Electrolux (Suède) est la seule entreprise importante. Elle doit aujourd'hui licencier 72 personnes. Depuis deux ans, des mesures de licenciements sont annoncées périodiquement ; mais à chaque fois, reportées devant la mobilisation des travailleurs et après quelques négociations avec les organisations syndicales.

Cette fois, la menace est plus sérieuse, puisque le nombre des licenciements est connu, ainsi que les noms des futurs chômeurs. Prenant exemple sur leurs camarades de Vireux, les ouvriers de Révin sont déterminés à s'opposer par tous les moyens aux licenciements décidés par Arthur-Martin. Les responsables syndicaux semblent avoir toutes les peines du monde à contenir la colère des grévistes.

Le député-maire de Révin déclare « comprendre les grévistes », mais se refuse « à cautionner la politique de la violence »... Il a envoyé un télégramme au ministre de l'Emploi, pour l'« informer d'un grave problème social et d'ordre public à Révin dont toutes les routes sont bloquées par des barrages, ainsi que les voies ferrées. »... des fois que M. Delebarre ne soit pas au courant !

A Montherme, à quelques kilomètres de Révin, les travailleurs de l'usine S.E.F.A.C. où 36 licenciements ont été également prononcés, ont rejoint les barrages.

Depuis les luttes de Chooz et de la Chiers-Vireux, les prolétaires de la Pointe des Ardennes renouent avec les méthodes d'action directe du mouvement ouvrier ardenais, qui fût par le passé très marqué par l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire. Face à une telle combativité des travailleurs, le pouvoir devra reculer dans son désir de faire de la Pointe des Ardennes une zone verte, désert industriel réservé au tourisme et aux centrales nucléaires.

C.D.

Dernières infos : Les ouvriers de la S.E.F.A.C. ont levé leurs barrages après avoir obtenu des garanties suffisantes d'annulation des licenciements prévus. En revanche, les flics sont intervenus contre ceux de Révin pour débloquer la ville. Une réunion a eu lieu lundi entre syndicats, direction et pouvoirs publics. A suivre de près...

TÉLÉVISION SERVICE PUDIQUE ?

LE service public, tout le monde connaît : les P.T.T., les hôpitaux, la police, la télé... La Télévision « institution démocratique », « ouverte à tous », nous a donné quotidiennement pendant plus de cinq semaines un bel aperçu de sa conception de l'objectivité et du réel pouvoir qu'elle s'est octroyé.

La monopolisation de l'antenne pour l'affaire Abouchar a été notre dose de romance politico-lacrymale pour ce nouveau martyr des médias, celui qui se sacrifia pour qu'enfin le bon peuple de France soit informé des exactions soviéto-afghanes. De Rapp à Ockrent, en passant par Bilalian, Ségui, Mamère et les autres, l'outil collectif a été détourné à des fins individuelles de copinage puant par une caste de privilégiés.

La solidarité de classe existe, nous l'avons rencontré, et la démonstration du milieu journalistique en est la preuve. Aurions-nous pu en douter ? Leur ami, leur camarade était en prison, là-bas, chez des méchants, en Afghanistan, et cela pour nous, pauvres mécréants...

Que la mobilisation se fasse pour la libération d'un prisonnier, nous sommes évidemment d'accord. Les anarchistes ont largement démontré qu'ils combattaient l'arbitraire et le fascisme sous toutes les latitudes. Mais l'utilisation scandaleuse, voire frauduleuse des médias, qui vient d'être faite relève de l'abus de pouvoir. Souvenons-nous : les travailleurs immigrés ont-ils droit à autant d'égards pour parler de leurs conditions d'existence ? Avons-nous eu la possibilité de parler du cas de notre camarade Roger Noël emprisonné à Varsovie ? Notre compagnon Dominique Lestrat a-t-il eu à sa disposition de tels moyens de pression lors de sa grève de la faim de l'été dernier ? Et les Basques, les prisonniers politiques d'Amérique latine et d'ailleurs, les taulards en lutte ? Mesdames et messieurs les journalistes, un peu de pudeur ! Droit à l'information et liberté d'expression pour tous !

Yvon
Gr. James-Guillaume
Liaison O.R.T.F.

SOLIDARITÉ-ACCORDÉON

LA solidarité corporatiste des journalistes envers leurs confrères emprisonnés semble avoir des critères très bizarres.

Jacques Abouchar, journaliste d'Antenne 2, veut faire un reportage en Afghanistan. Il est arrêté et condamné à 18 ans de prison pour « espionnage » par le régime de Kaboul, à la botte du Kremlin. C'est le tollé général dans la profession. On appelle à manifester, à la télévision, sur les radios, dans les journaux... Normal.

Paula Jacques, journaliste à France Inter, animatrice de l'émission « L'Oreille en coin », veut informer l'opinion publique du sort de son ami Claude Halfen, militant présumé du groupe Action directe, en grève de la faim, avec quatre autres de ses camarades, depuis 40 jours. Elle est jetée en prison pour « complicité ». C'est le silence général dans la profession. On n'appelle pas à manifester à la télévision, sur les radios, dans les journaux... C'est normal ?

Gil

DIEPPE, CAPITALE DE L'ATOME ET DU CHÔMAGE

UNE fois de plus, la centrale nucléaire de Paluel est bloquée. Cette fois-ci, les ouvriers réclament un réajustement de leurs frais de déplacements. Depuis deux ans, les portes de la centrale sont fréquemment fermées. Les entreprises ayant des contrats avec E.D.F. voient leurs échéances se terminer et, par conséquent, sont obligées de licencier. Pourtant, l'un des principaux arguments pour l'implantation d'une centrale, après l'indépendance énergétique — faut bien toucher la fibre patriotique — est la création d'emplois.

A Penly, E.D.F. n'avait l'autorisation que pour une seule tranche. Mais, après défilé et manif dans Dieppe et à la Préfecture, Penly a l'autorisation de la construction d'une deuxième tranche. Bizarre tout de même, lorsque se sont de simples ouvriers qui sont dans la rue, on leur envoie les cerbères du gouvernement, mais lorsque se sont les grosses têtes de Penly (les ouvriers aussi étaient là, bien que ce soit avant tout une manif patronale), pas de C.R.S. mais acceptation de leur revendication. Aujourd'hui, on peut commencer à faire un petit bilan sur l'argumentation d'E.D.F. : malgré la centrale nucléaire de Paluel (4 fois 1 300 MGW) à 40 Kms de Dieppe et celle de Penly (2 fois 1 300 MGW) à 15 Kms, Dieppe est dans la zone rouge du chômage avec 19% de sans-travail.

E.D.F. construit des écoles, des gymnases, des cités pavillonnaires. Mais ces cadeaux empoisonnés ne doivent pas nous cacher la réalité : le risque nucléaire est là, et les mouvements écologistes sont quasi inexistants dans notre région. E.D.F. a donc les mains libres pour faire taire l'opinion publique en lui offrant une école et en s'offrant un réacteur de plus. Après tout, ça réchauffera un peu l'air si humide ici, à moins qu'on en prenne plein la gueule...

Gr. de Dieppe

ÉCOLE ET ENTREPRISE

« L'ÉCOLE ET L'ENTREPRISE SONT DEUX PILIERS DE LA SOCIÉTÉ QUI DOIVENT S'INTERPÉNÉTRER. »
L. FABIUS

LE 13 octobre dernier, au rectorat de Rouen, étaient signés les premiers protocoles d'accord écoles-entreprises, tissant ainsi des liens privilégiés entre établissements scolaires et entreprises de la région.

Oh joie ! la Seine-Maritime se trouve ainsi le premier département à avoir signé ce protocole. Il faut dire que Fabius y est député et qu'il a fait des pieds et des mains pour avoir ses signatures, il s'y est impliqué « personnellement » pour que son département donne le coup d'envoi.

Ainsi, vingt établissements scolaires, allant du C.E.S. à l'I.U.T., mais surtout composé de L.E.P., ont adhéré à ces « conventions de jumelages » avec plus de soixante entreprises régionales, allant du simple garage jusqu'à Renault-Cléon, en passant par Ted-Lapidus, le port de Rouen, C.D.F., etc.

Lors de cette rencontre, Fabius a déclaré que ces « opérations systématiques allaient se multiplier, car il s'agit d'une nécessité politique. Il faut que l'on s'habitue enfin à ce que écoles et entreprises travaillent la main dans la main ». Dorénavant, les entreprises signataires vont avoir sous la main une main d'œuvre gratuite pouvant être utilisée à leur guise.

On peut se demander quelle formation vont apporter ces entreprises qui, pour la plupart, utiliseront les élèves comme bouche-trou à balayer les ateliers ou comme coursiers. De plus, les entreprises ne prendront, après les examens, que les élèves qui leur auront apporté le meilleur travail : le protocole va accentuer la sélection.

Enfin, quelle autonomie restera-t-il pour les établissements scolaires et les enseignants par rapport aux entreprises et à leurs représentants ? Lorsqu'il y a quelques années, Beullac avait proposé des stages d'entreprises pour les enfants des C.E.T., il y avait eu une levée de boucliers, des grèves, des manifs...

Aujourd'hui, sous prétexte de lutter contre le chômage, le gouvernement fait passer un accord équivalent, et il ne se passe rien — depuis 81, on commence à être habitué — ; les parents d'élèves se taisent, les syndicats — à l'heure où j'écris — n'ont pas encore pris position, à part le S.G.E.N.-C.F.D.T. qui demande que les partenaires sociaux des entreprises et des écoles aient leur mot à dire.

Fabius, reprenant à son compte le discours du gouvernement et du P.S., disait devant l'assemblée : « Il ne faut pas couper le monde de l'école de celui de la vie ». Après le protocole armée-école, voici le protocole école-entreprise !... piètre conception de la vie : « Travail, famille, patrie » !

Jean-Pierre Levaray

CHEZ LES RIGOLOS !

LA F.P.I.P. vous connaissez ? Sous ce sigle barbare se cache la Fédération professionnelle indépendante de la police. Ce syndicat de policiers n'est pas du tout proche de l'extrême droite, contrairement à ce que racontent les mauvaises langues.

La F.P.I.P., qui exige « l'expulsion des délinquants immigrés et l'extradition des étrangers assassins de policiers », affirme, par la voix de son président, le brigadier Bitault, « être indépendante de tout parti politique »... pour ajouter aussitôt : « Jean-Marie Le Pen a toujours eu une démarche positive et une argumentation bien fondée en ce qui concerne la défense de la profession ».

Sans commentaire, évidemment !

G.D.

NETTOYAGE DU MÉTRO

DEPUIS près d'un an, la plupart des cent salariés chargés du nettoyage du métro n'ont pas touché un centime. La nouvelle société choisie par la R.A.T.P. refuse de les embaucher et l'ancienne ne les considère plus comme ses employés.

Cette situation est le résultat de l'ambiguïté du statut imposé à ces travailleurs. L'article L. 112-12 du Code du Travail fait obligation à la société de travaux publics qui remporte, auprès de la R.A.T.P., le contrat d'entretien des voies du métro d'employer le personnel de l'entreprise qui l'a précédé.

Jusqu'en mars 1983, les salariés chargés du nettoyage des voies parvenaient ainsi à conserver leur emploi et les avantages y afférent. Mais depuis cette date, Giral, patron de Desquennes et Giral, qui a remporté le nouveau contrat, refuse de réembaucher les employés de la société précédente qui, de son côté, ne les reconnait plus comme salariés.

Giral maintient son refus depuis maintenant 17 mois. Le verdict du tribunal des prud'hommes, saisi de l'affaire, lui donne tort... Qu'importe, Giral s'obstine en utilisant les ambiguïtés de l'article L. 112-12. De son côté, l'administration se garde bien d'intervenir, et regarde l'affaire d'un œil complice.

Giral sait que le temps joue pour lui : les travailleurs n'ont qu'à patienter. Et c'est ce qu'ils font... Depuis dix mois, maintenant ! La grande majorité d'entre eux n'a rien reçu depuis cette date : ni salaire, puisqu'ils ne sont salariés d'aucune entreprise... ni indemnité, car ils ne sont pas chômeurs !

La C.G.T., qui représente 99% des ouvriers, a bien tenté de négocier, mais le patronat et l'administration n'y ont vu que la possibilité d'apaiser ou de diviser cette centaine de travailleurs, dont beaucoup sont immigrés, et qui, pour la plupart, jouent leurs dernières cartes. Drouart, l'ancien patron, accepte d'en réembaucher trente. Quant aux autres, les solutions envisagées se réduisent à des propositions d'aides au retour ou de convention F.N.E. Autant dire rien, puisqu'elles ne peuvent bénéficier qu'à des salariés licenciés... ce que ne sont pas les travailleurs concernés, puisqu'ils n'ont pas d'employeur !

Pour l'heure, les choses en sont là. Les ouvriers du métro rejettent une telle tentative de division et la C.G.T. réclame un réglement global du conflit. Et s'ils ne veulent pas qu'une fois encore l'administration et le patronat s'accordent pour régler le conflit sur leur dos, c'est uniquement dans l'unité et par la puissance de leur lutte qu'ils imposeront la satisfaction de leurs exigences.

P.B.
Gr. Kropotkine

Le Racisme Contre

Génétique et racisme

A l'heure où Le Pen est enfin devenu un monsieur fréquentable depuis que la télé l'y a enfin autorisé, les Dupont-la-joie tiennent salon au coin des bars. Par milliers, ils sont sortis de leur purgatoire où tant bien que mal l'ensemble des forces progressistes du pays avait réussi à les contenir depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Aujourd'hui, c'est le défouloir. A quand la grande défonce ? Rien ne semble pouvoir les arrêter, et surtout pas le gouvernement socialiste qui, avec ambiguïté et sans trop en avoir l'air, attise les braises du racisme. Si jusqu'à ces derniers jours, l'ambiguité était permise, elle ne l'est plus depuis que les socialistes ont pris à l'encontre de l'immigration des mesures que nous qualifierons de scélérates.

Bientôt la plus sombre bêtise se rendra maîtresse de l'opinion publique si nous n'y prenons pas garde. Les préjugés racistes les plus triviaux seront à l'ordre du jour. Ceux-ci naissent à l'ombre de l'évidence et du soi-disant bon-sens populaire. Bon nombre de ces préjugés ont la peau dure, c'est le cas de le dire. D'autant plus dure qu'ils s'enracinent au cœur-même de nos habitudes de pensée et qu'ils trouvent bien souvent un écho favorable dans certaines thèses pseudo-scientifiques qui ne sont en fait que de pures divagations, mais qui, présentées avec un langage à l'apparence scientifique, abusent tout particulièrement ceux qui n'ont pas accès à cette connaissance et qui sont bien souvent à la fois les plus ardents propagandistes du racisme mais aussi ses principales victimes.

C'est pour rectifier une fois de plus ces erreurs de jugement et armer notre lutte antiraciste d'arguments solides que nous présentons aux lecteurs du *Monde libertaire*, de façon succinte et commentée, un certain nombre de textes de biologistes, de généticiens qui ont pu, et c'est là leur moindre mérite, inscrire de façon définitive les thèses racistes au rayon des vieux accessoires. Laissons-leur la parole.

« *Notre société secrète le racisme. Le plus souvent de manière inconsciente. Chacun de nous fabrique ce poison qui nous détruit nous-mêmes ; nous affirmons : "Je ne suis pas raciste... mais... ". Un journaliste connu, qui, naturellement s'affirme non raciste a pu dans un éditorial récent reprocher à un généticien de ne pas savoir distinguer dans l'humanité " la merde du diamant ". Nous ne pouvons empêcher ceux qui ont le désir ou le besoin de cette distinction. Mais lorsqu'ils prétendent le faire au nom de la science, le devoir des scientifiques est de dénoncer l'escroquerie.* » (Albert Jacquard, généticien.) Ou encore du même scientifique : « *Il ne s'agit pas de lutter contre les racismes avec les arguments du cœur, mais avec les arguments de la raison* ».

La science, et plus particulièrement la biologie, apporte effectivement la démonstration définitive que si le racisme existe bien, le concept de race, lui, est dépourvu de sens. Pour être raciste, il faut donc non seulement ressentir cette nécessité de distinguer les hommes, les groupes, en fonction de certains critères mais surtout, et c'est en cela que l'on crée puis développe son racisme, hiérarchiser les ensembles issus de cette distinction. Le scientifique s'attaque donc au racisme en démontant son mécanisme en trois temps : l'explication de la vie, la classification, la hiérarchisation.

L'explication de la vie

Rappelons brièvement les résultats obtenus par les généticiens. Ce qui est sûr, c'est que la vie est apparue par hasard, tant la probabilité en était faible, au moyen de la rencontre — non prévisible —, puis de la fixation de brins de particules appelées « bases nucléiques ». Ces brins, dénommés A.D.N. sont capables de se reproduire, de se dédoubler en cascade. Ce qui fait dire que l'A.D.N. est immortel, bien qu'il ne soit pas vraiment la « vie ». A ce stade primaire de la reproduction, c'est un être — l'A.D.N. — qui en devient deux, puis quatre, puis d'autres, etc.

L'histoire de l'univers est encore bien mystérieuse, mais ce qui est sûr également c'est que toutes ses composantes vivantes n'ont jamais rien fait d'autre, et ne font rien d'autre que de participer à la « course à la complexification ». Course à laquelle l'homme se trouve probablement en tête, et ce qui devient complexe tend toujours à se complexifier encore. La révolution dans la complexification fut sans nul doute le moment où, du stade primaire de la division cellulaire — d'un être en deux —, on est passé, au gré de la nécessité, à celui de la procréation d'un être nouveau au moyen de la reproduction par deux êtres distincts, ce qui est maintenant le cas d'un grand nombre d'êtres vivants.

L'A.D.N. est constitué de 23 paires de chromosomes, comme beaucoup le savent maintenant. Une de ces paires vouée à la reproduction est constituée chez la femme de deux chromosomes X (féminin) ; chez l'homme cette paire est faite d'un chromosome X et d'un Y (masculin). La procréation se faisant au moyen de la rencontre des gamètes (ovules et spermatozoïdes), l'enfant sera du sexe masculin ou féminin selon qu'il aura été fécondé par un spermatozoïde de gène X ou Y.

De là se développe l'embryon. Corps tellement simple qu'il est divisible sans dommage pendant ses premiers jours. Le nombre des cellules qui le compose se multiplie et l'embryon se complexifie lui-même pour prendre progressivement la forme du petit d'homme. Mais qui peut prétendre que dans cet embryon unicellulaire du départ et plus encore dans l'ovule ou le spermatozoïde, se trouverait 80% de l'intelligence de ses procréateurs ? Il s'y trouve seulement les gènes reçus de ceux-ci et qui permettront à l'intelligence de se développer. C'est aux hommes d'aider les nouveaux hommes à user de cette faculté. C'est le rôle de la culture de faire le reste.

Racisme et classification

C'est devenu un lieu commun de dire qu'il y a mille façons d'être raciste. Ce mépris de l'autre peut se faire au nom d'autant de critères différents que la couleur de sa peau, sa langue, sa religion, son métier, son patrimoine génétique, culturel, etc. Ces critères de sélection devant être invariables dans le temps et transmissibles sans altération de génération en génération, à défaut de quoi des modifications d'ampleur indéterminées interviendraient dans la définition même du groupe et de ses composantes. Le rôle de la science en la matière ne peut-être qu'un rôle de description de ce qui est transmissible et de précision du mécanisme de la transmission.

Au moyen de ce travail rigoureux, le scientifique donnera une réponse scientifique au concept de race, si celui-ci a un sens. Une réponse serait ainsi obtenue sans le concours de la passion, avec les seuls moyens de l'objectivité. La transmission d'une génération à une autre se fait pour partie biologiquement, pour partie culturellement.

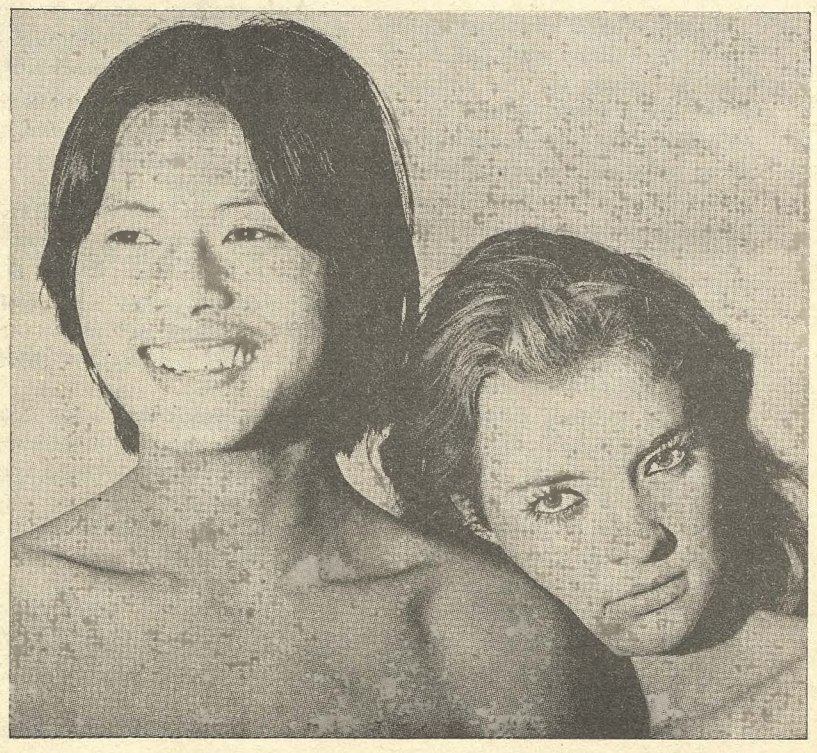
Biologiquement, chaque être humain reçoit, pour moitié de sa mère et pour moitié de son père, le patrimoine génétique qui détermine sa constitution. Les gènes transmis à l'être nouveau commanderont entre autres : la couleur de ses cheveux, de sa peau, sa constitution sanguine, sa morphologie, etc. Toute espèce vivante se reproduit au moyen de la transmission génétique. Mais une espèce au moins — vraisemblablement d'autres — transmet aux générations suivantes, outre un patrimoine génétique, un patrimoine culturel.

Culturellement. Le poulain ne tarde pas, sitôt après sa naissance, à se dresser sur ses pattes. Voilà donc une position qu'il adopte « instinctivement », puisque n'ayant pas pris le temps de l'apprendre. Cet acte, le petit d'homme est incapable de l'exécuter. Il devra l'apprendre, ou, plutôt, il pourra l'apprendre grâce à sa faculté de conceptualisation. Bien des choses chez l'homme se transmettent de cette manière par le geste, par la parole, puis par l'écriture. Et c'est finalement toute une culture collective qui se transmet ainsi de génération en génération.

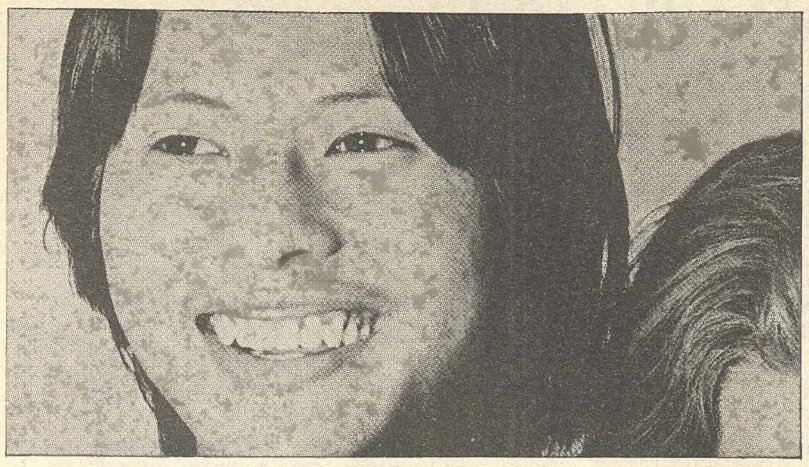
C'est parce qu'il peut comprendre et qu'il cherche à se servir de cette faculté que l'homme ressent le besoin de classification — classification des espèces vivantes, animales et végétales ; classification de tout ce qui peut être objet de classification. « Classification » veut dire définir des classes, puis affecter des objets à ces classes. C'est aussi répondre à la question : « Tel objet, tel groupe d'objets, est-il plus proche ou plus éloigné de tel autre, en fonction de tel critère ». Quelle distance finalement les sépare ?

La distance est aisée à calculer quand un seul critère de classification intervient. Le problème mathématique est plus complexe quand le nombre des critères se multiplie. D'autant qu'il peut apparaître nécessaire, par ailleurs, d'accorder à tel critère une importance plus ou moins grande par rapport aux autres. Il faut alors faire intervenir des facteurs de pondération en fonction de choix préalables et forcément arbitraires quant à l'importance de ces différents critères.

→



Le Racisme Contre



« Il s'agit cette fois d'un problème qui n'a rien d'académique ; selon les pondérations adoptées, les pygmées pourront être plus proches des esquimaux que les Nilotiques (en raison de leur taille), ou l'inverse (en raison de la couleur de leur peau) » (A. Jacquard). Les anthropologues, au XIXe siècle, ont tenté de procéder à une classification de l'espèce humaine, mais n'y parvinrent pas. Citons encore Jacquard : « *La caractéristique qui s'impose assez naturellement est la couleur de la peau qui permet de définir trois classes classiques : noire, blanche et jaune ; mais l'imprécision est grande et surtout l'hétérogénéité à l'intérieur de chaque race est si évidente que ce classement peut être difficilement défendu : comment regrouper en une même race les habitants de l'Afrique centrale, ceux du sud de la péninsule de l'Inde et ceux de la Mélanésie ? Tous, ils ont certes la peau très foncée ; mais à part ce trait, tout les différencie. On est donc amené à proposer une décomposition plus fine en tenant compte de la texture des cheveux, de la forme du crane (dolichocéphale et brachycéphales), etc. Mais où s'arrêter dans ce cheminement ? Dans quel ordre considérer les caractères ?* »

Ce constat d'échec établi, il devient logique d'exiger que le mot race soit défini avec précision, selon des critères plus scientifiques. Regrouper les hommes par catégories d'individus possédant en commun tel ou tel gène pourrait sembler la meilleure approche possible. La précision semblerait plus sûre, mais le problème demeurerait dans le choix des « gènes marqueurs ».

La génétique pourrait retenir par exemple trois sortes de classifications, en fonction :

- *des gènes responsables de la synthèse de la mélanine (qui, succintement, détermine la couleur de la peau), mais ce critère aboutirait à une classification suivant deux zones de population : une zone de population noire, et une zone regroupant les populations blanches et jaunes ;*
- *de la persistance de la lactase (enzyme permettant la digestion du lait durant toute la vie), ce critère aboutirait à une classification en deux zones : européens et non-européens ;*
- *des systèmes sanguin et immunologique (rhésus et H.L.A.), ce troisième critère aboutirait à trois tendances : asiatique, indo-européenne, africaine — à l'intérieur desquelles les combinaisons possibles sont très variables.*

Comme on le voit, autant de classements différents selon les critères génétiques retenus. La réponse du généticien interrogé sur le contenu du mot race est donc nette : ce concept ne correspond dans l'espèce humaine, à aucune réalité définissable de façon objective » (A. Jacquard).

Racisme et hiérarchisation

Hiérarchiser, c'est répondre à la question : « X est-il supérieur à Y ? ». Autant il est aisé de trouver la solution qui s'applique aux nombres (2 est supérieur à 1), autant il est facile de tomber dans l'erreur en matière de hiérarchisation d'ensemble. Prétendre que tel ensemble, tel groupe, est supérieur à tel autre, reviendrait à ordonner des ensembles entre eux, ce qui mathématiquement n'a aucun sens, cela revenant à attribuer aux chiffres une donnée supplémentaire : la valeur. Hiérarchiser les hommes ou les groupes d'hommes, reviendrait donc à déterminer si tel individu est supérieur à un autre, tel groupe supérieur, égal ou inférieur à tel autre.

Dans l'histoire de l'humanité, innombrables furent les tentatives qui visèrent à définir la « valeur » des races. Par exemple : en 1930, le docteur Martial proposa comme mesure de valeur l'indice biochimique du sang. [Il comptabilisa la fréquence des divers groupes sanguins relevés dans les populations. Les résultats de l'indice établissaient ainsi un palmarès dont la triste reproduction n'est pas nécessaire. La conséquence de ce type de raisonnement pouvant aller de l'« extermination des sauvages » à la l'élimination des porteurs du groupe B ou à la suggestion d'améliorer l'indice médiocre des Polonais par exemple, en les métissant avec... des Français, tout en sachant qu'« *on voit parfois des petits enfants retourner à la race slave. Il y a donc possibilité de déchets* » (sic Martial).

S'il est vrai que l'indice biochimique (conçu par Martial) de telle population est plus élevé que celui de telle autre, cela n'a d'autre signification que la fréquence plus élevée du groupe sanguin B chez l'une que chez l'autre. Vouloir faire dire autre chose à cette constatation simple, ne relève plus de la science, car il serait absurde de prétendre que le gène B a plus de valeur ou est supérieur au gène A. Ce type de raisonnement vient tout droit du darwinisme. Darwin constata le mécanisme de la sélection naturelle. Donnée occasionnellement vérifiable sur le plan biologique, elle n'a aucune valeur sur le plan social. Darwin, lui-même, commit cette erreur en préconisant « *la disparition de toutes les lois et coutumes qui empêchent les plus capables de réussir* » ; et dans cette optique, il se demandait « *si l'histoire occidentale ne se poursuivait pas en vue de l'essor mondial de la race anglo-saxonne* ».

Le quotient intellectuel

Plus récemment, le critère de valeur à la mode a été le célèbre quotient intellectuel (Q.I.). Oeuvre des psychologues, ce quotient a pour prétention d'évaluer l'intelligence. On se servit donc de ce Q.I. pour déterminer si telle race aurait une intelligence supérieure à une autre, comme le fit le psychologue A. Jensen en 1969, et qui tourna, bien sûr, à l'avantage de la population blanche.

Il faut dire clairement que les formules mathématiques permettant de déterminer le Q.I. doivent être regardées avec plus de précaution et d'objectivité que certains ne l'ont fait. On peut imaginer autant de Q.I. qu'il est possible. Ces tests étant élaborés en fonction des réponses que l'on cherche à obtenir et d'après des critères culturels que l'on a soi-même adopté comme valables, il est pour le moins hasardeux de prétendre que le même test appliqué à un asiatique, à un esquimau, à un européen... permettra d'établir une hiérarchie de leurs intelligences respectives. Il est certain que cette hiérarchie sera différente chaque fois que le test aura été conçu par un asiatique, un esquimau ou un européen, chacun l'ayant établi en fonction de sa propre culture.

Bien que le peu de fiabilité dans l'utilisation du Q.I. à grande échelle soit facilement démontrable, une utilisation intensive en fut et en est encore faite. La rumeur qui l'entoure, et selon laquelle l'intelligence serait due pour 80% à la transmission génétique et pour 20% à la transmission culturelle, a pour effet de faire prévaloir une idéologie élitiste. Danger que les biologistes ont unanimement dénoncé à l'occasion de la création de la banque du sperme des prix Nobel.

Cette initiative est en effet complètement ridicule. Comme nous l'avons vu, il est illusoire de pouvoir transmettre génétiquement l'ombre d'une parcelle d'intelligence d'un père (fût-il Nobel) à son enfant. Elle est sans objet scientifique. Ce n'est qu'un usage pervers de la science destiné à semer le doute en utilisant la renommée mondiale du prix Nobel. Bien que cette idée soit grossière et farfelue, elle n'en atteindra sans doute pas moins son but : entretenir la rumeur.

Hiérarchisation : un processus non scientifique

Citons encore Albert Jacquard : « *Nos réflexes de hiérarchisation qui nous poussent à confondre non-égalité (c'est-à-dire différence) et inégalité (c'est-à-dire rapport supériorité/infériorité) ne résultent pas seulement de l'emprise sur nos esprits de l'arithmétique élémentaire. Ils sont renforcés dans notre civilisation par le rôle de l'argent. Toute chose peut être située sur une échelle de valeur unique : la valeur monétaire. Cette échelle s'impose à nous, car tout dans notre vie quotidienne dépend de notre salaire et du prix de ce que nous désirons.*

« *Nous sommes habitués à catégoriser et classer les individus et les groupes d'après ce qu'ils valent, c'est-à-dire d'après l'argent dont ils disposent. Des mécanismes sociaux de répartition des travaux selon leur prévisibilité, de création de groupes jouissant de droits limités (les immigrés), de spécialisation des divers quartiers des villes pour le logement de certaines catégories de personnes, ont créé des frontières impossibles à nier entre les groupes qui coexistent. Globalement repue, notre société est craintive ; devant chaque perturbation, elle cherche le bouc émissaire. N'étant plus soumis aux angoisses ancestrales de la faim et du froid, chacun reste inquiet, car la part de richesse qui lui est octroyée peut se réduire ; méprisé par ceux dont la part est plus grande, il compense en méprisant ceux dont la part est plus faible* » (1).

Citations de scientifiques en lutte contre le racisme

« *L'idée de race est l'une des plus contradictoires, violentes, aujourd'hui. Après avoir été tant d'années — et sans doute plus d'un siècle — une sorte de vérité première, d'évidence que nul ne songe même à remettre en cause (comme l'est encore le " sexe "), elle est devenue un explosif au cours de l'histoire de ces dernières décennies. Incluse dans, et utilisée par un monde d'une croissante efficacité technologique, d'un centralisme de plus en plus parfait, elle s'est transformée au milieu de notre siècle en moyen d'entreprises étatiques de domination, d'exploitation, d'extermination. Cela est de l'ordre des faits* » ; Colette Guillaumain (extrait du *Genre humain* n°1).

« *Ce que peut finalement affirmer la biologie est que :*

- *le concept de race a perdu toute valeur opératoire et ne peut que figer notre vision d'une réalité sans cesse mouvante ;*
- *le mécanisme de transmission de la vie est tel que chaque individu est unique, que les individus ne peuvent être hiérarchisés, que la seule richesse est collective : elle est faite de la diversité. Tout le reste est idéologie.* » François Jacob (extrait du *Genre humain* n°1).

« *En un mot, la tête du " sauvage " est aussi bien remplie que celle de l'européen, même s'il s'agit de matériaux très différents. En raison de cette hétérogénéité, les équipements médicaux sont à considérer comme incommensurables, et c'est pourquoi la question de savoir su l'un est inférieur ou supérieur à l'autre, ne possède pas de réponse.* » Léon Poliakov, historien du C.N.R.S, (extrait du *Genre humain* n°1).

« *Le choix d'un bouc-émissaire l'emporte toujours sur les stratégies de la lucidité, car à ceux qui s'en nourrissent, rumeurs et boucs-émissaires offrent l'illusion de l'innocence.* » Lydia Flem, psychanalyste (extrait du *Genre humain* n°5).

Christian
Gr. Pierre-Besnard
Philippe
Gr. de Coulommiers

(1) Toutes les citations de M. Albert Jacquard reproduites dans cet article sont tirées des n°1 et 5 de la revue Le genre humain *(édit. Complexe, distribution P.U.F.).*

CHILI
L'ATTENTE AVANT L'ORAGE

DEVANT le siège de la junte militaire a explosé, vendredi 26 octobre, une charge de dynamite qui, sans causer de morts, a endommagé le bâtiment et six voitures. Aucune organisation chilienne s'opposant à la politique du général Pinochet n'a encore revendiqué cet attentat, à l'heure où nous bouclons le *Monde libertaire*. Même chose pour les deux autres attentats, l'un contre une station électrique et l'autre visant plus particulièrement la compagnie Maconda.

Avertissement avant les menaces de grève pour la fin du mois d'octobre ou simple péripétie clandestine dans le combat contre le fascisme ? Après la dure répression des journées de « protesta » à la rentrée, les actions d'opposition répondent aux coups du pouvoir. Cinq mineurs de cuivre de El Tenient, licenciés l'an dernier pour avoir fait grève pour protester contre l'emprisonnement du syndicaliste Rodolfo Seguel, sont en grève de la faim depuis 26 jours pour obtenir leur réintégration. Fernando Lopez, membre du parti démocrate-chrétien a été arrêté à Ovalle (400 kms au nord de Santiago) est mort suite à des tortures. Il était accusé d'avoir participé à des « activités terroristes »... Pour Pinochet et ses sbires, tout individu qui refuse la dictature doit être un dangereux « terroriste » ! Tout comme les militants d'Amnesty International qui dénoncent la C.N.I., police secrète chilienne...

Alexis Pierre

GRÈCE
LA RÉPRESSION
ENCORE ET TOUJOURS

LA grande affluence touristique calmée, la répression s'abat de nouveau sur les milieux anarchistes grecs. Voici les faits :

• Le 28 septembre, un très banal incident avec quelques « drunk punks » sert de prétexte à la police pour organiser un raid sur la place Exarkhia, symbole de la « renaissance » anarchiste grecque. Tous les peinards qui se trouvent là sont embarqués au poste central pour « vérification d'identité ». Deux jours plus tard, les flics militaires remettent ça.

• Le 31 septembre, un car de police est attaqué en signe de représailles.

• Le 1er octobre, la police encercle Exarkhia et l'envahit. Ce centre d'Athènes est alors le théâtre de sauvages combats de rue entre anarchistes et forces de l'ordre. Bilan : une centaine de blessés et 18 arrestations avec de lourdes charges. Le jour suivant, le chef de la police déclare vouloir « exterminer les anarchistes et les éléments anti-sociaux » !

• Le 3 octobre, les 18 inculpés passent en procès. Dehors, les gens se rassemblent spontanément, vociférant contre la police et l'Etat. Les « képis » chargent et arrêtent trois personnes.

Mais il devient évident, aujourd'hui, que cette « entreprise de vertue » va contre le sentiment de la population, profondément marquée par les brutalités policières d'avant 74 (et d'après ?). Aussi le gouvernement socialiste module-t-il sa position, et le chef de la police annonce la fin de la répression. Le ministre de la Jeunesse va même jusqu'à critiquer publiquement l'usage d'une violence inutile, mais reconnaît que la minorité anti-autoritaire pose problème (ah bon !).

Actuellement, les 18 inculpés ont été définitivement libérés, tandis que les trois personnes arrêtées le 3 octobre ne le sont que provisoirement, leur procès étant repoussé au mois de janvier.

Les anarchistes grecs savent bien que de tels événements ne sont pas des feux de paille, mais qu'ils sont la concrétisation des harcellements dont ils sont quotidiennement victimes. Aussi se mobilisent-ils en de nombreuses manifestations afin d'enrayer le terrorisme policier.

Yvan
Gr. de Nice

Si vous désirez vous affirmer solidaires de leur lutte, écrivez à l'A.D.I.A. qui transmettra : A.D.I.A., c/o librairie « Le temps de vivre », 50, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice.

ASSASSINAT EN TURQUIE

HIDIR Aslan est mort jeudi dernier, à 6 h 30 du matin... Pendu. Militant de l'organisation d'extrême gauche « Dev Yol », il avait été arrêté et condamné à mort après les affrontements du 16/02/80 entre la population de Gultepe, quartier populaire d'Izmir et les forces de police venues déloger les militants de « Dev Yol ». Bien qu'aucune preuve n'ait été fournie quand à la responsabilité d'Hidir dans la mort d'un policier, il fallait faire un exemple.

Depuis le putch militaire de 1980, 26 militants ont été exécutés en Turquie. Après une période de « calme » due à l'instauration d'un régime civil à Ankara, les exécutions ont repris. Le 7 octobre, Ilyas Has a été pendu ; jeudi, c'était le tour de Hidir Aslan.

A Paris, quelques jours avant l'assassinat de Hidir, des militants des Jeunesses communistes, qui manifestaient devant la Turkish airlines, ont été sauvagement matraqués par les C.R.S. Jeudi soir, dès l'annonce de la mort de Hidir, une manifestation a été organisée à l'ambassade de Turquie. Là encore, des affrontements se sont produits avec les flics.

Si le gouvernements, dans un communiqué « déplore cette exécution alors que la France, avec d'autres pays, avait entrepris des démarches », il n'en lâche pas moins sa police sur ceux qui protestent, ne voulant sans doute pas contrarier le régime d'Ankara qui, s'il a du sang sur les mains, n'est pas moins acheteur de 14 Airbus. « Business is business » !

Gr. Libertad

EXTRADITIONS NON STOP

LES chambres d'accusations de Paris, Dijon et Nancy ont rendu des avis favorables d'extradition pour des militants politiques italiens et allemands.

A Paris, Giovanni Di Giuseppe, emprisonné depuis le 14 juin 1984, est réclamé par la justice italienne suite aux dénonciations d'un « repenti ». A Dijon, Enrico Fedele, militant anarchiste italien, arrêté le 16 juillet (voir M.L. n°545 et 546) a fait appel, suite à la décision de la chambre d'accusation. A Nancy, Martine Blick et Peter Schoenwies, arrêtés le 8 septembre, sont réclamés par la justice ouest-allemande qui les soupçonne d'être des « sympathisants d'extrême gauche ayant hébergé des militants de la R.A.F. » (Fraction armée rouge).

Dans tous ces cas, la justice française nie toute motivation politique pour ne retenir que des « faits de droits communs », tendant ainsi à criminaliser toute action revendicative. Restons vigilants !

Gil

Dernière nouvelle : une centaine de personnes s'est retrouvée pour une « soirée-blues » en solidarité avec Enrico Fedele, jeudi dernier, au 33, rue des Vignoles, à Paris. Cette soirée, organisée par le comité de soutien, a permis de rassembler du fric pour les frais d'avocat.

PAYS-BAS

DEPUIS plus de cinq ans, le régime de la République islamique impose une guerre meurtrière au peuple kurde. La dernière décision de Khomeiny consiste à obliger les habitants d'une soixantaine de villages à évacuer ceux-ci. En cas de refus, ils verront leurs villages détruits. Cette politique a déjà été mise en application dans plusieurs lieux, et bien d'autres sont menacés de destruction.

La République islamique suppose qu'en détruisant les villages et en laissant les villageois sans abri, elle pourrait ainsi faire s'agenouiller des hommes qui ont subi, pendant plus de cinq ans, les bombardements des mercenaires du régime et qui ont pu résister au boycottage économique du pays.

Afin de dénoncer cet acte anti-humanitaire et de faire entendre la voix du peuple kurde dans le monde entier, le 27 septembre, des sympathisants de l'Organisation des guérilleros fédais du peuple d'Iran ont organisé des actions de protestation aux Pays-Bas, en Angleterre, en Allemagne fédérale, en Autriche, aux Etats-Unis, au Canada, en Suède, en France, en Belgique, en Italie et en Inde.

Aux Pays-Bas, 19 d'entre eux ont été interpelés par les forces de l'ordre. Au bout de 10 jours, les autorités judiciaires néerlandaises n'ont pu fournir aucun chef d'inculpation valable pour retenir ces 19 étudiants. C'est pourquoi, ces derniers ont entrepris une grève de la faim à partir du 7 octobre 1984. Leurs revendications sont les suivantes :

• une participation plus active de la part des organisations internationales pour informer l'opinion mondiale et condamner le régime de la République islamique ;
• que l'O.N.U. envoie une équipe au Kurdistan pour constater la politique criminelle de ce régime ;
• leur libération immédiate et sans condition.

B.K.

PACIFISME ALLEMAND AUTOMNE MOROSE

IL y a un an, l'Allemagne s'embrasait sous la poussée pacifiste : semaines de la paix, chaînes humaines, blocus de camps militaires. Les 21 et 22 octobre 1983, près de 150 000 manifestants protestaient sur tout le territoire contre l'implantation des missiles de croisière et des fusées Pershing. La controverse sur les euromissiles avait beau secouer la R.F.A., le Bundestag n'en a pas moins décidé, le 23 novembre 83, d'approuver la double décision de l'O.T.A.N. Les batteries de missiles ont été installées progressivement. Des actions locales — occupations des terrains, blocus des dépôts militaires, sensibilisation de la population environnante — ont été menées par les groupes pacifistes, mais sans réel succès.

Le 20 octobre 84, le mouvement pacifiste récidive et organise une nouvelle chaîne humaine depuis Hasselbach, base américaine où l'O.T.A.N. envisage de déployer, en 1986, une partie des missiles de croisière. La chaîne doit passer à Coblence, Bonn, traverser la Ruhr et se terminer à Duisburg, 210 kilomètres au total. C'est long. Il y a des trous. Ils ne sont que 80 000. Depuis l'hiver 83, les esprits se sont calmés. Certes, on retrouve dans les rangs pacifistes : les Verts, les églises, le D.G.B. (1) et le S.P.D. qui décidément a toujours la mémoire aussi courte — Helmut Schmidt n'avait-il pas poussé, en 1979, l'O.T.A.N. à prendre cette double décision ? Mais Willy Brandt veille au grain, chaque chapelle a son mot d'ordre.

« Moins d'armes, plus de travail », clame le D.G.B. « Des mesures de désarmement unilatéral », renchérit le S.P.D. « Ni O.T.A.N. ni force de frappe franco-allemande », enchaîne les Verts.

Avec de tels slogans, on n'est pas sorti de l'auberge ! Fustiger l'escalade militaire, dénoncer les euromissiles américains en R.F.A., les SS 21 et SS 22 en Europe de l'Est, c'est bien insuffisant pour enrayer le phénomène de la guerre. Et pendant que les uns luttent pour une cause honorable — mais largement insuffisante à nos yeux — d'autres mijotent, dans les salons parlementaires, une rallonge du service militaire qui passera de 15 à 18 mois en 1989, recul démographique oblige. Ceux qui manifestent contre les missiles brillent à ce sujet par un silence évocateur. Il est seyant, dans certains milieux, de parler de pacifisme, mais d'antimilitarisme, jamais !

Martine
Liaison Bas-Rhin

(1) Principal syndicat allemand.

TENTATIVE DE RECONSTRUCTION DU MOUVEMENT ANARCHISTE URUGUAYEN

DURANT le début des années 60, le mouvement libertaire en Uruguay, par le biais de la F.A.U. (Fédération anarchiste uruguayenne) a vécu une crise profonde : tout à la fois idéologique, politique et organisationnelle, due à la polémique à propos de la révolution cubaine, et sur ses incidences dans le processus de transformation des pays latino-américains.

Nous n'entrerons pas ici dans les détails du débat, car ce qui nous intéresse c'est l'incapacité du mouvement anarchiste à se poser à cette occasion comme une alternative viable. Le mouvement anarchiste n'a pas su inscrire dans la réalité les thèses qu'il propageait et formuler un projet révolutionnaire dans une perspective spécifiquement anarchiste.

Du fait de la scission de la F.A.U., le mouvement anarchiste — quoique investi de façon non négligeable dans les luttes sociales — s'est trouvé dans l'ensemble moins présent sur le terrain social, et s'est dispersé dans des efforts fragmentaires.

Au début des années 70, des groupes anarchistes se sont investis dans l'organisation des salariés agricoles, dans le mouvement des étudiants, dans la guérilla Tupamaros, ou encore dans le mouvement coopératif, mais sans véritable structure organisationnelle.

Parallèlement, il existait la F.A.U. composée par des militants actifs et intransigeants qui militaient également dans des organisations syndicales et prônaient certaines formes de luttes armées. Par ailleurs, certains tentaient d'effectuer une synthèse théorico-politique avec le marxisme, d'où une composition militante très variée.

Cette faiblesse idéologique et organisationnelle était uniquement masquée par l'enthousiasme découlant de la mise en pratique de l'action directe. Cette même faiblesse fut la cause majeure de la décrépitude du mouvement anarchiste.

Outre ses dissensions internes, le mouvement anarchiste dut affronter la dictature militaire et la répression qui s'en suivit. Nous conclurons en disant que la discontinuité et la dispersion des pratiques des 20 dernières années du mouvement anarchiste sont les produits de l'absence d'un projet révolutionnaire cohérent, capable de définir l'ossature d'une société anarchiste.

Cependant, dans les années 70, des tentatives de réunification du mouvement anarchiste se firent jour, en fondant une organisation nouvelle. Malgré l'enthousiasme et la générosité militante, ainsi que la profondeur de notre conviction, l'absence d'un projet révolutionnaire précis fit que nous nous limitâmes à une pratique immédiate dans un terrain par ailleurs hostile qui ne laissait guère la place à l'optimisme.

Inéluctablement, un climat conflictuel se forma au sein duquel les dissenssions internes prirent le pas sur les objectifs communs à atteindre. Il résulta de ce fait un développement limité du mouvement anarchiste, et de surcroit, une multiplication des clivages.

En dépit de cela, et malgré l'usure naturelle qui s'établit chez certains, il se produisit une maturation militante, tant individuelle que collective, qui permit une reformulation lente de l'organisation sur des bases relativement solides et suffisantes pour répondre aux nécessités immédiates, et pour favoriser même un nouveau départ.

Simultanément, la réapparition d'un mouvement populaire ces dernières années, avec de nouvelles possibilités de travail, et, avec l'imminence d'une croissance quantitative considérable permirent d'élaborer un projet anarchiste effectif.

Actuellement les groupes anarchistes sont engagés dans une étroite collaboration et s'attèlent à construire l'organisation anarchiste. Nous pensons cependant que la fusion de nos groupes n'épuise pas le processus de reconstitution de notre organisation spécifique, même si l'union constitue l'axe le plus dynamique de ce processus. La réalité dans laquelle est immergée le mouvement anarchiste fait que nous devons prendre en compte l'existence d'autres regroupements anarchistes avec différents degrés de développement et différentes propositions de méthodes de travail, dont parmi celles-là le « capital » des militants libertaires en exil ou en prison.

Ce que nous signifions par là, c'est que l'outil organisationnel que nous forgeons actuellement doit être amplement représentatif de toute la palette du mouvement libertaire contemporain. Nous devons être en quelque sorte le catalyseur du processus de reconstruction du mouvement anarchiste et inclure dans celui-ci tous les individus et groupes extérieurs qui œuvrent à la même finalité et qui font preuve d'un militantisme responsable.

C'est seulement avec ces méthodes que nous étendrons au maximum notre capacité d'influence, que nous créerons une ligne de développement organisationnelle et qui parviendra à couvrir tous les espaces de luttes dans lesquels s'expriment traditionnellement le mouvement libertaire.

Il est maintenant nécessaire que l'organisation se dote d'une stratégie, selon nous et aux vues de nos déboires passés, le point fondamental qui définit une organisation durable et l'existence de principes de base solides. Car la bonne volonté n'est pas seule suffisante pour construire une organisation. En effet, si une relative unité de vues s'établit parmi les groupes, il s'avère fondamental de ne pas nier l'existence de certains désaccords.

Ces divergences idéologiques, parfaitement légitimes en soi, sont peut-être l'expression de divergences plus profondes qui doivent trouver un terrain d'expression et peut-être de conciliation. Si ces divergences subsistent et posent systématiquement problèmes dès qu'il s'agit d'adopter une position idéologique, on encourt le danger de se heurter inéluctablement au phénomène de la scission avec tout son cortège de conséquences néfastes, qui pourraient en découler.

C'est la raison pour laquelle, nous pensons que le travail unitaire, qu'il est inconcevable de négliger et que nous devons affronter, aujourd'hui, doit être subordonné à la recherche de définitions communes liées systématiquement à un projet révolutionnaire anarchiste.

Ce projet doit se construire sur les bases suivantes :

- reformulation d'une critique anarchiste sur les systèmes d'organisations économiques et politiques des sociétés contemporaines ;
- reformulation d'un projet de société libertaire ;
- redéfinition d'une stratégie révolutionnaire pour notre pays, dans le cadre d'un projet de changement pour l'Amérique latine ;
- redéfinition d'une méthode de travail, basée sur les éléments traditionnels de la pensée anarchiste à même de résoudre le problème de la pratique politique ;
- reformulation d'un modèle d'organisation révolutionnaire anarchiste et de son rôle dans un processus de transformation dans un sens libertaire.

Un autre terrain de travail unitaire intéresse notre militantisme de base. En tant que mouvement anarchiste, nous devons également nous fixer comme objectif de renouer les liens avec les organisations populaires et de s'y réinvestir. C'est pour cette raison qu'il nous faut considérer comme nécessaire une multiplication des liaisons et des groupes qui permettrait de s'investir au niveau syndical, étudiant, etc. De ces coordinations pourront surgir des regroupements de base sur lesquels se consolidera notre organisation spécifique. Au nombre de nos objectifs s'ajoute également la diffusion par voie écrite de nos opinions et de nos analyses sur les principaux événements politiques.

Ce n'est que si nous souscrivons à l'ensemble de ces exigences que nous utiliserons le sigle F.A.U., dans la mesure où celui-ci fut dans les années 60, le point de ralliement des différents courants libertaires organisationnels. Nous nous proposons, en attendant la réorganisation de la F.A.U., de nous dénommer « Coordinadora por la réorganizzacione de la F.A.U. » (coordination pour la réorganisation de la F.A.U.) ou quelque chose de similaire.

La « Coordinadora » tentera de prendre en charge tout à la fois les thèmes fondamentaux du militantisme (syndicat, éducation...) et ceux ne relevant pas d'un projet organisationnel : expérimentation artistique, recherche sociale, communication... Notre projet de reconstruction de la F.A.U. doit également prendre en compte le problème des compagnons exilés, de sorte qu'à leur retour leurs expériences organisationnelles enrichissent celles qui nous sont propres. Nous comptons mettre en jeu la solidarité matérielle afin qu'en rassemblant nos finances et nos moyens de propagande, nous puissions créer une caisse de solidarité pour les compagnons anarchistes emprisonnés.

Pour les raisons que nous avons exposés de façon schématique tout au long de cet exposé, nous désirons que, au nom de la « Coordinadora », nous parvenions à réaliser une rencontre libertaire dans un futur proche. Cette rencontre devrait déboucher sur la possibilité d'accords durables et solides, étapes conséquentes vers un processus de réorganisation de notre fédération anarchiste.

D'après *Umanita nova* (1)

(1) Traduit d'un document des groupes anarchistes de Montevidéo.

GRANDE-BRETAGNE JOURNÉE DE SOUTIEN A LA LUTTE DES MINEURS

UNE journée d'action en soutien aux communautés minières se déroulera, le 5 novembre, à travers le pays. Des centaines de milliers de personnes participent à la collecte en faveur des mineurs et de leur famille. Nous avons tous conscience que leur lutte est également la nôtre.

Nous devons nous montrer actifs sur notre lieu de travail, dans notre quartier, ainsi que dans les nombreuses organisations qui luttent contre l'injustice et l'oppression. Nos luttes s'apparentent aux leurs ! Nous nous dressons tous contre ce système basé sur le profit et le pouvoir. Ce qui fait défaut, à l'heure actuelle, c'est la solidarité sur le plan physique et sur le plan industriel pour étendre la grève.

En tant que citadins, nous avons une responsabilité particulière dans l'amplification du mouvement de solidarité. Les luttes menées dans les villages débordent les grandes zones urbaines jusqu'à présent épargnées (cela étant imputable aux déploiements massifs des forces policières).

A présent, c'est dans ces zones urbaines qu'une multitude de personnes accordent leur soutien financier et mettent tout en œuvre pour que celui-ci s'accroisse. Après discussion, il a été décidé une journée d'action à travers le pays , le lundi 5 novembre, pour une durée de 24 heures. Que pouvons-nous faire ?

Ces activités qui revêtirons diverses formes seront décidées à un niveau local : elles pourront se présenter sous les formes suivantes : distribution massive de tracts, piquets de grève, occupation de locaux et d'immeubles, rassemblement dans la rue, manifestation, théâtre de rue, etc. Ceux qui participent aux piquets de grève pourront saisir l'opportunité afin de consolider leurs rangs et développer leurs activités. S'ils le souhaitent, ils pourront envoyer des délégués dans les lieux de travail proche afin de réclamer un soutien actif. Par cette journée du 5 novembre, nous devons montrer notre solidarité avec les mineurs. Notre solidarité sera notre force.

D'après *Black Flag*

L'ANALYSE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE PROUDHON

Il y a une douzaine d'années, alors que je faisais partie du groupe de sociologie libertaire de Gaston Leval et que nous étudiions Proudhon, j'avais proposé à Gaston un texte dans lequel j'avais essayé de condenser les grands traits de l'analyse critique du capitalisme, tel que l'avait vu cet ancêtre de l'anarchisme.

Proudhon un auteur rétro ?

Proudhon me semblait être un auteur très difficile. Pour tout dire, il me paraissait très « rétro » par son langage, son style. Souvent, il déroute : quand il dit « un homme a remarqué qu'en divisant la production en ses diverses parties... », il résume en une image le processus historique de la division du travail ; il ne faut en aucun cas prendre cela à la lettre. C'est en quelque sorte une parabole. Parfois également, on n'est pas toujours très sûr si ce qu'il écrit correspond à sa pensée propre ou à celle d'un acteur historique à qui il attribue ces paroles.

En somme, Proudhon est un auteur qu'il faut « aller chercher », parce qu'également sa doctrine est éparpillée dans de nombreux ouvrages. Aussi, ce texte que je proposai à Gaston était-il destiné d'abord à clarifier mes propres idées.

Je me suis d'ailleurs aperçu que je n'étais pas seul à penser cela, puisque Jean Bancal, un des plus grands spécialistes de Proudhon, dit dans une préface d'un de ses livres : « Mais cette doctrine, faute d'avoir été systématisée par Proudhon ou par un de ses disciples, était noyée et obscurcie par des polémiques de circonstances, des digressions-fleuves, la dispersion des thèses entre de multiples ouvrages, l'absence d'une thématisation conductrice et de définitions précises » (*Oeuvres choisies*, Idées, N.R.F.).

Je dois dire que deux auteurs ont joué un rôle très important dans la meilleure compréhension de Proudhon : Jean Bancal (1) et Pierre Ansart, et il est symptomatique que ces deux auteurs parmi les plus grands spécialistes de la question, ne sont pas anarchistes. Le livre de Pierre Ansart, *Sociologie de Proudhon*, m'a, en particulier, beaucoup servi.

J'avais présenté le texte qui suit (2) à Gaston, qui l'a corrigé et annoté de sa main, et à la suite de plusieurs déménagements-éclair que j'avais dû effectuer à l'époque, je l'avais perdu. Je ne l'ai retrouvé que tout récemment, et j'ai pensé que cela pourrait intéresser les lecteurs du *Monde libertaire*.

Force collective et force de travail

Cependant, aujourd'hui, je ferais quelques commentaires : si Proudhon avait bien vu la différence entre travail individuel et travail collectif, il ne parle pas de la « force de travail » en tant que phénomène différent du « travail ». Quand il dit : « Des millions d'hommes ont vendu leurs bras...», c'est de leur travail qu'il parle. Peut-être a-t-il entrevu cette notion quand il dit : « (...) cette force immense qui résulte de l'union, et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts, il (le capitaliste) ne l'a point payée ».

Or la différence entre travail et force de travail n'est pas innocente. L'artisan vend son travail à son client : il garde un certain contrôle sur le processus. L'ouvrier vend sa force de travail — une marchandise comme une autre — à son patron : le processus lui échappe totalement. La différentiation reflète des rapports sociaux de production différents, et elle permet de mieux définir le mécanisme de l'exploitation.

Les luttes ouvrières

D'autre part, en ce qui concerne les luttes ouvrières dans le régime capitaliste, Proudhon se montre sceptique quant à leur efficacité. Or ces luttes ouvrières, même lorsqu'elles se cantonnent au niveau revendicatif, ont une fonction double, démontrée par Marx d'une part, par Bakounine de l'autre.

D'une part, selon Marx, les luttes revendicatives, sans détruire les lois économiques qui régissent la détermination des salaires dans le capitalisme, permettent de fixer la journée de travail à un certain niveau, modifiable selon les époques et les rapports de forces, et d'empêcher les salaires de tomber au-dessous d'un certain seuil.

Par ailleurs, selon Bakounine, les grèves sont indispensables à la classe ouvrière car elles l'éduquent et lui permettent d'acquérir l'expérience organisationnelle indispensable à l'action révolutionnaire qui détruira la société capitaliste.

Les grèves, dit Bakounine, « sont nécessaires à ce point que sans elles il serait impossible de soulever les masses pour un combat social, il serait même impossible de les organiser. La grève, c'est la guerre, et les masses populaires ne s'organisent que pendant cette guerre et grâce à elle, car elle jette l'ouvrier ordinaire hors de son isolement, hors de la monotonie de son existence sans but, sans joie et sans espoirs ».

Cependant, malgré ces restrictions, il ne fait pas de doute qu'en matière d'analyse critique des mécanismes du système capitaliste, Proudhon avait à peu près tout dit, et ce dernier n'avait probablement pas tout à fait tort de dire que la hargne de Marx contre son livre (*Le système des contradictions économiques*) venait de ce que lui, Proudhon, avait écrit la même chose que Marx, avant Marx.

Eric Vilain

(1) Jean Bancal, Proudhon. Pluralisme et autogestion, *2 vols., Aubier-Montaigne.*

(2) Ce texte sera découpé en trois parties dont les deux dernières seront publiées respectivement dans les M.L. n°548 et 549.

« Proudhon et ses enfants » de Courbet.

LES MÉCANISMES DU CAPITALISME ET DE SES CONTRADICTIONS

La révolution française a définitivement assis le capitalisme, en détruisant les corporations qui réglementaient et protégeaient le travail des artisans, en instaurant la « liberté » du travail qui n'est en réalité que la liberté pour la bourgeoisie d'exploiter plus rationnellement le prolétariat.

Alors que dans la production artisanale d'ancien régime, le producteur était maître de ses moyens de production et de ses produits, et vendait ceux-ci pour vivre, dans la production capitaliste le producteur, séparé de ses moyens de production, n'est plus maître du produit de son travail : il ne vend pas ce produit pour vivre, il vend au bourgeois son travail en échange d'un salaire.

Force collective et surproduit social

Le producteur se trouve exclu de la propriété des moyens de production : c'est de cette constatation que part toute analyse du capitalisme, de l'appropriation des moyens de production entre les mains d'une classe privilégiée, à laquelle correspond, dans une économie fondée sur la division du travail, l'appropriation du produit du travail collectif.

Le travail collectif, en effet, ne correspond pas à la somme des travaux individuels. Le capitalisme entretient cette illusion : lorsqu'il rétribue la journée de travail de 200 ouvriers, il paie une journée à chacun et verse la même somme que s'il rétribuait le même ouvrier pendant 200 jours. Le salaire est individualisé.

En réalité, le produit de l'effort des 200 ouvriers œuvrant selon le principe de la division du travail est infiniment plus grand que celui fourni par un seul ouvrier travaillant individuellement pendant 200 jours. Le résultat de la force collective, le capitalisme ne le rétribue pas : il ne paie aux ouvriers que ce qui est strictement nécessaire à leur entretien. Le reste, il se l'attribue.

Voici comment Proudhon posait la question : « *Le capitalisme, dit-on, a payé les journées des ouvriers ; pour être exact, il faut dire que le capitalisme a payé autant de fois une journée qu'il a employé d'ouvriers chaque jour, ce qui n'est point du tout la même chose. Car, cette force immense qui résulte de l'union et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts, il ne l'a point payée* ». (*Qu'est-ce que la propriété*) (1).

Cette expropriation de la force collective est fondée sur la propriété privée des moyens de production. Historiquement, la propriété privée, à une certaine époque, a joué un rôle dans l'histoire de l'humanité : elle correspondait à un besoin. Elle a permis la constitution de la rente, instrument nécessaire au développement social à ses origines. La fonction de la rente, malgré ses injustices, a permis la création d'un excédent, l'accumulation d'économies sociales ou, ce qu'on appelle dans le vocabulaire marxiste, l'accumulation primitive du capital.

La propriété privée, à ses origines, a été, selon Proudhon, une tentative de pallier l'incohérence de la société en modifiant la situation des hommes et en transformant les rapports sociaux. Les institutions sont créées par les hommes en fonction de leurs besoins immédiats.

Comment se peut-il que la société ait eu dans le passé une fonction sociale progressive, et qu'elle soit devenue contraire à la société, une aliénation de la force collective ?

C'est que toute institution, si elle est créée spontanément, possède, une fois créée, une logique propre qui peut aller à l'encontre des fins poursuivies (2). Issue de la spontanéité sociale, la propriété se développe selon sa propre loi et constitue la source des aliénations économiques. Potentiellement, elle était la source du pouvoir et annonçait les conflits entre les intérêts de la communauté et ceux du propriétaire. Ce conflit devait surtout se manifester lors du développement de l'industrie.

Autrefois moyen de développement économique, la propriété est devenue, maintenant, un obstacle à ce développement.

Selon Proudhon, dans la production industrielle, l'accumulation du capital a pour condition l'expropriation des travailleurs, et les analyses montrent que l'accroissement de la richesse chez les uns a pour corrélatif nécessaire l'accroissement de la misère chez les autres.

Carricature de Proudhon.

Dès lors, l'analyse de la propriété ne suffit plus à rendre compte du développement économique, pas plus que la seule étude historique du système. L'appropriation individuelle entraine un système de contradictions qui vont se développer selon leur propre dynamique et leur propre nécessité.

Valeur d'utilité et valeur d'usage

Le travail humain est effectué en vue d'une production qui a une utilité, qui satisfait un besoin : « *le produit, une fois achevé et reconnu propre à satisfaire le besoin qui en a provoqué la création, a nom valeur. La valeur a pour base l'utilité du produit* », dit Proudhon. « *L'utilité fonde la valeur ; le travail en fixe le rapport ; le prix est l'expression qui (...) traduit ce rapport* » (*Système des contradictions économiques*).

« *La capacité qu'ont tous les produits, soit naturels soit industriels, de servir à la subsistance*

→

de l'homme se nomme particulièrement valeur d'utilité ; la capacité qu'ils ont de se donner l'un pour l'autre, valeur d'échange. »

Tout produit du travail collectif possède donc une valeur d'utilité, ou d'usage. Lorsqu'un fermier produit un fromage, il produit une valeur d'usage. Mais ce produit peut ne pas être destiné à être consommé par le producteur lui-même ; il peut être vendu sur le marché. Il devient marchandise et acquiert une valeur d'échange.

Si un produit n'avait aucune valeur d'usage, personne ne l'achèterait. Inversement, un produit qui a une valeur d'usage (l'air qu'on respire) n'a pas nécessairement une valeur d'échange, car l'échange implique que le produit puisse être échangé.

« *La valeur indique un rapport essentiellement social ; et c'est même uniquement par l'échange (...) que nous avons acquis la notion d'utilité* » (*Système des contradictions économiques*). « *L'utilité est la condition nécessaire de l'échange ; mais ôtez l'échange, et l'utilité devient nulle.* »

Pour qu'il puisse y avoir échange, une condition est nécessaire : la division du travail. Si on vivait dans une société où chacun produit de quoi subvenir à ses propres besoins, il n'y aurait pas d'échanges. C'est ce que Proudhon exprime de façon imagée : « *Puis donc que parmi les objets dont j'ai besoin, un très grand nombre ne se trouve dans la nature qu'en quantité médiocre, ou même ne se trouve pas du tout, je suis forcé d'aider à la production de ce qui me manque. Et comme je ne puis mettre la main à tant de choses, je proposerai à d'autres hommes, mes collaborateurs dans des fonctions diverses, de me céder une partie de leurs produits en échange des miens. J'aurai donc par devers moi, de mon produit particulier, toujours plus que je consomme ; de même que mes pairs auront par devers eux de leurs produits respectifs, plus qu'ils n'en n'usent. Cette convention tacite s'accomplit par le commerce. A cette occasion, nous ferons observer que la succession logique des deux espèces de valeurs apparaît encore bien mieux dans l'histoire que dans la théorie, les hommes ayant passé des milliers d'années à se disputer les biens naturels avant que leur industrie eut donné lieu à aucun échange* ».

Dans la société capitaliste, on ne produit presque plus pour consommer soi-même. La majeure partie de la production est composée de marchandises destinées à être échangées sur le marché.

E.V.

Notes de Gaston Leval :

(1) On retrouve exactement le même raisonnement chez Marx, 27 ans plus tard !

(2) Par là, Proudhon manifeste une profondeur de vue supérieure à celle de Marx sur le problème de la nature de l'Etat.

expressions

CONCERT ROCK LA FIÈVRE DU SAMEDI SOIR

SAMEDI 20 octobre 84, le soir, à l'entrée du studio Bertrand se presse la foule habituelle des concerts rock. Des gens au « look » le plus divers se cotoient créant l'atmosphère, à la fois tendue et chaleureuse, de ce genre de fêtes. Comme d'habitude, une voiture de flics « banalisée » est garée à quelques dizaines de mètres.

Comme d'habitude aussi, intervient un groupe restreint de personnes réclamant l'entrée gratuite pour les gens qui n'ont pas de fric. Après quelques palabres avec les organisateurs (1), ils obtiennent satisfaction. Le concert se déroule dans le clame mise à part la musique explosive du groupe « Rubella-Ballet ».

Un groupe qui frappe fort...

Quand, après plus d'une heure de concert, un groupe surprise (14e brigade territoriale) d'une vingtaine de personnes, tout de bleu vêtu, tête nue, matraque, barre ou bâton à la main, déboule. Prenant prétexte d'un coup de téléphone émanant du directeur de la salle, ils viennent nous donner leur sérénade. Leur mélodie, c'est l'ordre avec comme rythmique la répression.

Faisant fi du protocole en usage dans ce genre de quartiers (VIIe arrond.) — habituellement, ils mettent les patins et font mille courbettes pour s'excuser de déranger — ils investissent le hall dans lequel se trouvent quelques spectateurs consommant au bar.

L'un d'eux — trop impulsif ? — leur demande ce qu'ils viennent foutre ici. Il se fait immédiatemment tabasser et une petite bagarre s'ensuit. Pendant cette bagarre, deux personnes sont interpelées, matraquées à nouveau sur le trottoir et enfournées dans un car.

Le calme, par eux troublé, étant revenu, au lieu de s'en retourner à leurs pénates, contents de leur victoire aux « poings » par deux à un — au cours de la bagarre l'un d'eux a vu la couleur de sa pommette se mettre en harmonie avec son uniforme — voilà nos pandores qui, déçus par le manque de rappels, recommencent à jouer de la matraque et empêchent les spectateurs de sortir de la salle, provoquant dans celle-ci un début de panique.

Pendant les dix minutes qui suivent, la tension atteint son paroxysme. Trois personnes supplémentaires, après être passées à tabac sur le trottoir, sont à leur tour interpelées, sans motif. Si la situation ne dégénère pas alors en un affrontement généralisé, on le doit à la dextérité des organisateurs et au sang-froid des spectateurs.

...et qui a des émules

Pourtant, les flics font monter la (ré)pression, et donnent à l'affaire des proportions qu'elle n'a pas. Moins de dix minutes après, une compagnie de C.R.S. est sur les lieux. Le quartier est bouclé. Plusieurs fois les flics occupent le hall pour tabasser et empêcher la sortie prématurée de quelques spectateurs.

Car pendant ce temps, le concert continue dans le calme. Et quand, écourté, il prend fin, les spectateurs, malgré l'ambiance tendue, savent garder leur sérénité qui fait pendant à l'excitation puérile des flics et ainsi éviter de nouveaux incidents.

Il est clair dans cette affaire que la provocation policière est évidente. Que les cinq personnes interpelées, dont trois risquent une inculpation pour voies de fait sur agent, ne servent qu'à justifier cette intervention/provocation après « coups ». Il est donc impensable que quiconque, mise à part l'intervention policière, puisse être condamné.

P.J.

(1) Le concert était organisé par V.I.S.A.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 1 novembre :
« Attention fragile » (10 h à 12 h) : l'A.C.A.P.E.S., coopérative au Sénégal, avec El Hadj N'Gom.
« Du coin des marmites » (12 h à 14 h) : un homme : Bouyer, un livre : le folklore du boulanger.
« Si vis pacem » (18 h à 19 h) : avec l'U.P.F., à propos de B.D. et de propagande.
« Si vis pacem » (20 h à 22 h) : l'U.P.F. et Léo Campion.

• Samedi 3 novembre :
« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : le lutte des traminots brestois.

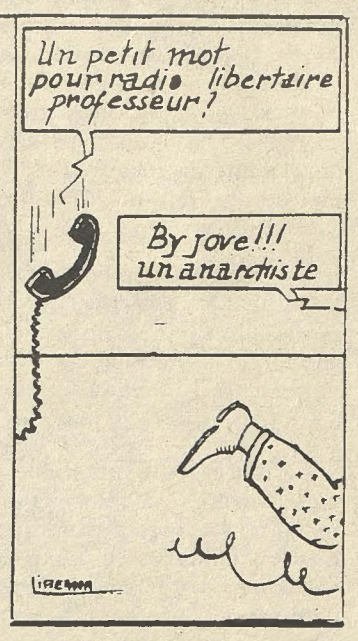
• Dimanche 4 novembre :
« Ici Dieu, à vous Paris » (10 h à 12 h) : avec la Libre Pensée pour un spécial chrysanthèmes.
« Prisons » (16 h à 18 h) : Max Geneve à propos du livre de Knobelpiess, *Le roman des Escameaux*.
« La fiancée de M. Spock » (18 h à 20 h) : sur l'imaginaire,

• Lundi 5 novembre :
« Radio-Libertaria » (20 h à 22 h 30) : dossier émigration avec les nouvelles mesures gouvernementales.

• Mardi 6 novembre :
« 01 Anarchie » (18 h à 20 h) : sensibilisation à la télématique.

• Mercredi 7 novembre :
« By Jove » (12 h à 14 h) : la magazine de la B.D. avec Siné.
« Allons z'enfants, etc. » (16 h à 17 h) : commémoration de la « Grande » Guerre, les fusillés pour l'exemple.
« Parole à la C.L.E. » (17 h à 18 h 30) : christianisme et histoire ouvrière avec la Coordination libertaire étudiante
« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : quatrième émission avec Henri Laborit, ce soir : « Copernic n'y a pas changé grand' chose ».

SUR PARIS
ÉCOUTEZ RADIO-LIBERTAIRE, 89,4 MHZ



HAUSSE DU DOLLAR, ENDETTEMENT DU TIERS MONDE, AUSTÉRITÉ, PAUVRETÉ, CHÔMAGE...

LE CAPITALISME A BOUT DE SOUFFLE

AU siècle dernier, de manière implicite ou explicite, la plupart des théoriciens et des militants du mouvement ouvrier croyaient dur comme fer que les jours du capitalisme étaient comptés. Pour eux, en effet, une chose était sûre, ça ne pouvait pas durer. La concurrence féroce entre les différentes bourgeoisies nationales, l'exploitation des hommes poussée jusqu'à la limite du tolérable, le chômage galopant, le gâchis des vies, l'impuissance à mettre les possibilités offertes par la technique au service du mieux-être du plus grand nombre... tout cela ne signifiait rien d'autre que le début de la fin pour le capitalisme. De toute évidence, il était au bout du rouleau. Ses contradictions internes le menaient lentement au bord du gouffre. Suffisait de l'aider un peu pour... !

Hélas, trois fois hélas, tous les efforts du mouvement ouvrier furent vains pour achever le moribond. Mieux, malgré, ou plutôt grâce aux guerres, aux crises économiques et à la décolonisation, ce dernier reprit de la vigueur. De nouveaux outils de production furent forgés. Des techniques nouvelles virent le jour. Les marchés intérieurs des pays industrialisés furent étendus par l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés. Le marché international se développa au rythme endiablé du néo-colonialisme... Bref, tout ou presque témoignait de la nouvelle jeunesse du capitalisme, de sa formidable capacité à digérer ses crises de boutons pour en tirer matière à un nouveau bond en avant.

Dans ces conditions, il n'est pas très étonnant qu'aujourd'hui, malgré les nuages qui assombrissent depuis quelques années le ciel économique, politique et social, rares sont ceux qui se risquent à parler d'une crise majeure du capitalisme et à plus forte raison d'une agonie du système. En fait, tout se passe comme si plus d'un demi siècle de croissance économique, d'élévation du niveau de vie, de mutations réussies à l'issue de crises aigues... avaient lobotomisé le conscient et l'inconscient du mouvement ouvrier. Exit, au bout du compte, la volonté farouche de détruire le système de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme. Trop solidement ancré, le capitalisme ? Trop puissant ? Trop consensuel ?

Trop solidement ancré, trop puissant, trop consensuel, tu parles ! Aujourd'hui, cent symptômes au moins — l'envolée du dollar, la hausse des taux d'intérêt américains, la révolution informatique et robotique, et son cortège de restructurations, la mise en place d'une nouvelle division internationale du travail, l'endettement international et plus particulièrement celui du tiers monde, la politique du F.M.I., la baisse du pouvoir d'achat, l'austérité, la rigueur, le retour massif de la pauvreté dans les pays industrialisés, la croissance inexorable du chômage, l'effondrement des marchés, la baisse des « échanges » internationaux... — permettent d'affirmer que le capitalisme, privé ou d'Etat, est entré, au niveau international, dans l'ère d'une crise majeure. Car, qu'on ne s'y trompe pas, tous ces symptômes s'inscrivent dans une logique qui rend toute thérapeutique parcellaire, inefficace. C'est ainsi, tout se tient !

ÉVOLUTION DU COMMERCE MONDIAL

	1963	1973	1976	1978	1981	1982	1983
Tous produits (1)	154	574	991	1303	1970	1840	1810
Produits agricoles (%)	29,4	21,5	17,1	16,7	15	14,1	
Produits miniers (2) (%)	17	17	24,8	21,6	27,9	26,3	
Produits manufacturés (%)	53,6	61,5	58,2	61,7	57,1	59,5	

(1) En milliards de dollars courants.
(2) Pétrole compris.

Ce tableau, tiré de *L'état du monde 1984*, édit. Maspéro, dépeint clairement la tendance à la baisse qui affecte depuis quelques années les « échanges » internationaux.

Le développement gigantesque des forces productives bute sur le mur de la non élasticité des marchés et alimente de ce fait la spirale de la récession. Mieux, dans la mesure où le relatif équilibre des potentiels nucléaires de l'Est et de l'Ouest rend quasi impossible, sous peine de destruction mutuelle, toute guerre et donc toute reconstruction à la base d'une nouvelle croissance, le capitalisme se trouve chaque jour un peu plus placé devant l'alternative : révolution sociale ou barbarie « contrôlée ». L'impasse !

Pour se persuader du bien-fondé de ce raisonnement, il suffit d'en reprendre, point par point, les différentes articulations. C'est ce que je me propose de faire dans le présent article en étudiant les symptômes de la crise. Dans un second article j'étudierais les réponses apportées à la crise par les techno-bureaucraties de droite ou de gauche, et l'inanité des thérapies proposées (1). Dans un troisième article, enfin, je tenterais d'expliquer pourquoi le capitalisme ne peut pas résoudre la crise présente et pourquoi il nous faut agir pour précipiter la chute de la bête (1).

J.-M. R.

(1) Ces deux articles seront publiés dans le Monde libertaire *n°549.*

LES VEINES OUVERTES DU CAPITALISME

NUL ne l'ignore aujourd'hui, dans le cadre d'une concurrence internationale consécutive à la recherche de profits toujours plus grands, la révolution informatique, robotique... et l'apparition des petites puissances sur la scène de l'industrie traditionnelle ont engagé la planète toute entière dans l'ère d'une nouvelle « *division internationale du travail* ». Aux puissances moyennes et à certains Etats du tiers monde, les industries traditionnelles à faible valeur ajoutée. Aux grandes puissances les industries de demain. A première vue, cette redistribution des cartes ne diffère pas sensiblement d'autres, comme l'apparition du machinisme, qui l'ont précédé dans l'histoire. A première vue, seulement !

La mutation qui s'opère actuellement est en effet sans commune mesure avec celles qui ont déjà eu lieu. Elle nécessite en effet des « *investissements* » en capital gigantesques, investissements ne pouvant être dégagés que sur la part du gâteau antérieurement redistribuée à la classe ouvrière des pays industrialisés et à certains Etats du tiers monde. Et c'est justement l'importance de ce prélèvement qui pose problème par les risques d'explosions sociales qu'il implique. Examinons-en rapidement les principales manifestations.

Hausse du dollar et des taux d'intérêts américains

Dans la nouvelle division internationale du travail qui se déroule actuellement, les Etats-Unis, on s'en doute, sont aux premières loges pour maintenir leur situation de première puissance du monde. De ce fait, les Etats-Unis aspirent, pour financer leur mutation — mutation aiguillonée par un déficit budgétaire faramineux — un grand pourcentage du capital disponible à l'échelle de la planète. D'où une politique des taux d'intérêts élevés afin d'appointer ce capital en mal de profit. D'où la hausse fabuleuse du billet vert.

En clair, dans la présente période, les Etats-Unis prélèvent sur le marché international, c'est-à-dire chez les autres, le capital nécessaire au financement de leurs mutations technologiques. Classique ! Classique également que la conséquence d'un tel processus soit l'assèchement en tout ou partie des sources de financement des investissement des autres Etats du monde.

Dans une telle situation, cependant, il est une règle élémentaire à respecter à la lettre : ne pas trop tirer sur la corde, c'est-à-dire arrêter la saignée avant que le « donneur » de sang ne soit exangue et passe de vie à trépas. Or c'est exactement ce qui est en train de se passer.

Rigueur, austérité, récession, chômage, pauvreté

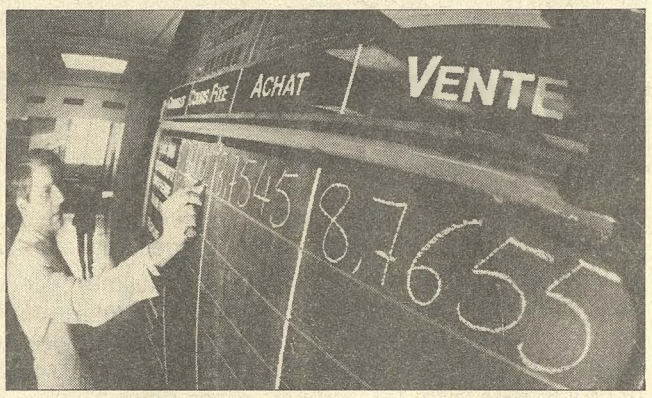
Dans la course à la mutation et aux investissements qui s'est engagée, le poids des Etats-Unis pèse lourdement sur les économies des autres pays industrialisés. Saignés par la fuite des capitaux en direction des Etats-Unis, ils sont obligés de se serrer la ceinture, c'est-à-dire de serrer celle de la classe ouvrière. Logique ! Le manque de capitaux et le renchérissement des importations lié à la hausse d'un dollar, monnaie internationale, ne laisse pas d'autre choix que de rogner sur la mince couche de lard des exploités. D'où baisse du niveau de vie, remise en question des avantages acquis. D'où également : ralentissement de la machine économique, augmentation du chômage, austérité, rigueur... Et d'où, cela va de soi, risques d'explosions sociales à court ou moyen terme si la purge dure par trop. Nous en sommes là ! Mais il y a pire !

L'endettement international et celui du tiers monde

Dans une période récente, aux beaux jours de la croissance économique, nombre de pays industrialisés et nombre de pays en voie de développement avaient emprunté massivement sur le marché financier international. Or, aujourd'hui, avec la hausse du dollar, le poids de ces dettes devient accablant... pour des pays comme la France, et monstrueusement accablant pour les pays du tiers monde. Ceux-ci, pour rembourser une dette multipliée du jour au lendemain par X., en sont réduits à brader leurs richesses, à affamer leurs populations, à suspendre en tout ou partie leurs importations et à mendier de nouveaux emprunts pour rembourser les autres.

LA DETTE DES PAYS DU TIERS MONDE

Brésil	100	millions de dollars
Mexique	90	—
Argentine	43,6	—
Corée du Sud	41	—
Vénézuela	33	—
Indonésie	26	—
Israël	22	—
Pologne	21	—
Inde	20	—
Philippines	20	—
Yougoslavie	20	—
Algérie	18	—
Chili	18	—



Mais pour ce faire, ils doivent passer sous les fourches caudines du Fonds monétaire international qui ne prête qu'à condition que l'emprunteur instaure la « rigueur » dans son économie. Résultat des courses : des émeutes de la faim au Maroc, en Tunisie, au Brésil, et l'Afrique au bord du chaos.

L'ombre du krach

Comme on le voit, la saignée est d'importance. Elle met la plupart des pays du monde en position d'exploser au plan social, car la misère a des limites.

Mais ce n'est pas tout. L'endettement du tiers monde est tel que, si pour une raison ou pour une autre, certains débiteurs se trouvaient en situation de cessation de paiement, c'est le système monétaire international qui s'effondrerait. De ce point de vue, l'écroulement brutal de certaines banques américaines, consécutif à la comptabilisation de certaines dettes en créances irrécouvrables, constitue un avant goût de ce qui peut nous pend au nez.

Aussi, pour éviter ce krach qui balaierait le capitalisme comme une tornade, les grandes puissances et le F.M.I. sont condamnés à caresser plus ou moins leurs débiteurs dans le sens du poil et à leur accorder de nouvelles lignes de crédits. Mais bien sûr, en pesant de toutes leurs forces pour assortir ces prêts de conditions draconiennes.

Dans ces conditions, le système monétaire international est condamné à faire de la corde raide pour éviter d'une part le gouffre des explosions sociales et de l'autre celui de la faillite. Dur !

Mais fondamentalement, tout cela n'a rien de nouveau. Toutes les mutations du capitalisme se déroulent de cette manière. Alors s'agit-il d'un mauvais moment à passer ? Y a-t-il des solutions permettant d'atténuer la douleur ? En quoi, cette crise diffère-t-elle des autres, si l'on met de côté l'ampleur de la mutation en cours ?

Jean-Marc Raynaud

T2137-547-8,00 F

ISSN 0026-9433

C.I.R.A.

DOSSIER Contre Le Racisme 1

le monde libertaire

La FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°547 JEUDI 1er NOVEMBRE 1984 8,00 F

AFRIQUE DU SUD AUJOURD'HUI LA COLÈRE

DEMAIN LA LIBERTÉ

GALA DE SOUTIEN A LA FÉDÉRATION ANARCHISTE : BERNARD LAVILLIERS CHANTERA AU PALAIS DES SPORTS DE BESANÇON LE 6 NOVEMBRE 1984 A 21 HEURES.